

CHRONIQUES

La Revue d'Information des Communautés à la Base ★ Semestriel Togolais Gratuit N°012 DE LA BASE



**25% DE MARCHÉS
PUBLICS POUR LES
JEUNES**

Une mesure Présidentielle pour
booster l'entrepreneuriat

BEMAH GADOH,

Monsieur environnement et développement durable

▶ MICHEL KODOM,
ACTEUR DU PREMIER PLAN
DU DÉVELOPPEMENT À LA BASE

▶ PLATEFORMES
MULTIFONCTIONNELLES :
LA RÉVOLUTION SOLAIRE/HYBRIDE

▶ FORMATION EN GESTION
À LA BASE : NE LAISSER
PERSONNE DE CÔTÉ



La jeunesse togolaise est brave, engagée et désireuse de s'épanouir en participant à la construction nationale

Son Excellence Monsieur
**Faure Essozimna
GNASSINGBE**
Président du TOGO



CHRONIQUES N°012
N°455/08/02/HAAC

DIRECTICE DE PUBLICATION

Victoire TOMEKAH DOGBE

COMITE DE REDACTION

Victoire TOMEKAH DOGBE,
Yawotsé VOVOR,
Oubaidallah SABI,

DIRECTION ARTISTIQUE ET EDITORIALE

Oubaidallah SABI

REDACTEURS

Oubaidallah SABI, Franck NONNKPO, Marc ABOFLAN
COMITE DE RELECTURE
Oubaidallah SABI, Franck NONNKPO, Marc ABOFLAN
Lina YEDIBAHOMA, Joëli DAGBA,
Edwige AGBEKA

COUVERTURE

Bemah GADO

PHOTOS

Oubaidallah SABI, Emmanuel PITA,
Nazif AFFO

MAQUETTE ET INFOGRAPHIE

Abel Smalto SENAWO

IMAA SOLUTIONS

IMPRIMERIE

Vlady France Conseil

TIRAGE

3000

MARKETING

Victoire TOMEKAH DOGBE

COMPTABILITE

Kossi TODJRO

CONTACTS

00 228 22 61 07 40

www.devbase.gouv.tg

Cité OUA, Rue de la Primature
Villa N° 37 Lomé-Togo

SOMMAIRE

Editorial P.04

DÉVELOPPEMENT À LA BASE P.06

Formation en gestion à la base:	P.09
Ne laisser personne de côté	
Infrastructures socio-communautaires de base :	P.12
L'engagement du PM Klassou	
Salubrité dans les villes du togo :	P.14
Tchamba respire mieux !	
PDC- ZU une nouvelle ère au lycée kouloundé	P.18
Un laboratoire médical pour kémériada	P.20
44 millions de dollars pour les filets sociaux et l'emploi des jeunes vulnérables	P.22
PRADEB : un programme aux multiples impacts s'achève.	P.27
DR. SERGE MICHEL KODOM	P.30
Acteur de premier plan du développement à la base	
PTFM : La révolution solaire/hybride	P.35



ARTISANAT P.38

STEVEN, l'art de sculpter son destin	P.40
AFIWA AZIANDIPÉ, la star de l'univers capillaire	P.41
FRANCO DIMÉLO la mode, un élément de la coopération SINO-TOGOLAISE	P.44



JEUNESSE P.47

La coalition nationale pour l'emploi des jeunes en 7 questions	P.48
L'entrepreneuriat social	P.50
modèle à adopter par les jeunes togolais	
Stages d'excellence, mettre le pied des jeunes diplômés à l'étrier	P.54
25% de marchés publics pour les jeunes : une mesure présidentielle pour booster l'entrepreneuriat	P.56
L'excellence récompensée au sommet	P.58
FAEIJ : portraits de jeunes entrepreneurs prometteurs	P.60
BEMAH GADOH, Monsieur environnement et développement durable	P.61
KANYI KOKOU AGBEMEHE profession entrepreneur agricole	P.63
MEGUIZANI HONORÉ MOUZOU le restaurateur de la ville de kara	P.64

JCAT : Un nain aux pas de géant !	P.67
AGROKOM SARL: Leader de la transformation du soja biologique	P.70
ORABANK TOGO, pionnier du financement agricole à travers le PAEIJ-SP	P.72
GUÉNOU KOMLAN JOSUÉ, Petit poisson deviendra grand	P.76
L'inclusion des personnes handicapées par le volontariat.	P.78
Portrait : Rodrigue TCHANGAYE, le couteau suisse du ministère	P.82





OUI, NOUS SOMMES TOUS ACTEURS ET RESPONSABLES DU PND

Victoire TOMEGA DOGBE

Ministre du Développement à la Base,
de l'Artisanat et de la Jeunesse

Lorsque, le 04 mars 2019, le Chef de l'Etat lançait symboliquement le Plan National de Développement (PND), il donnait par cet acte une vigueur nouvelle à la mission qui a toujours été la nôtre : offrir à toutes les communautés à la base le minimum vital commun. Forts des résultats encourageants que nous avons enregistré cette dernière décennie, c'est résolument que nous nous tenons prêts, en ordre de bataille pour repousser les limites de la pauvreté car comme le disait le Chef de l'Etat : « la croissance ne vaut que par sa capacité à être inclusive ; Et le développement n'a de vertu que lorsqu'il parvient à se frayer un chemin jusqu'aux hameaux lointains et à vivre dans tous les foyers ».

Ainsi, contribuer à l'atteinte des objectifs du PND est définitivement l'une de nos principales priorités.

Cela passe par notre engagement à accompagner les communautés à la base dans leur quête de mieux être.

Engagement impulsé au plus haut sommet par le chef de l'Etat .

C'est également cet engagement qui a conduit le premier ministre à inaugurer plusieurs ouvrages socio-collectifs de base et dont vous aurez un aperçu dans les prochaines pages.

Vous avez sûrement entendu parler de Formation en Gestion à la base, trouver ici quelques clés pour comprendre cette approche essentielle en matière de développement à la base.

Vous découvrirez aussi dans ce numéro, le changement spectaculaire produit à Tchamba par le projet de salubrité

dans les villes du Togo, mis en œuvre à travers le Programme d'appui aux Populations Vulnérables (PAPV).

Focus ensuite sur plusieurs talents qui ont fait leur preuve dans l'univers de l'artisanat et de quelques jeunes entrepreneurs à l'avenir prometteur.

Ce numéro fait également un flashback sur le programme d'appui au développement à la Base (PRADEB) dont la période d'exécution est terminée. Récapitulatif sur les résultats d'un programme qui a énormément contribué à éveiller la jeunesse togolaise à l'entrepreneuriat et à booster la mise en place des plateformes multifonctionnelles.

Je vous convie par ailleurs à la rencontre de quelques personnalités, dont le dévouement et l'engagement pour la jeunesse, l'entrepreneuriat et le développement à la base à travers leurs organisations et leurs actions forcent le respect.

Nous espérons comme toujours, que toutes ces histoires inspirantes que nous essayons de partager dans les colonnes de ce magazine, votre magazine vous permettront de comprendre, de décider ou d'agir en faveur de cet élan, de ce souffle qui s'est levé et qui ne retombera pas ; celui de l'espérance. Ce souffle libérateur de toutes nos énergies pour transformer structurellement l'économie, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social. Oui, nous sommes tous acteurs et responsables du PND.

LEON KING COFFEE

Le café des Togolais



P R E M I U M C O F F E E

ROBUSTA

Nos braves agriculteurs de la région des plateaux réveillés par la première lumière de l'aube, chantent une chanson intense.

L'éternel bénisse le Togo



125 g



MADE IN TOGO

**INGRÉDIENTS:
CAFÉ VERT BIO**



Contact : 00228 91 35 49 15
ad.kpelly@gmail.com



Produit et emballé par Leon King Coffee Sarl

Produit certifié



**DÉVELOPPEMENT
À LA BASE**





ANADEB



FORMATION EN GESTION À LA BASE: NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ

La formation en gestion à la base: c'est par cette approche déjà expérimentée par le Projet de Développement Communautaire et des filets sociaux (PDCPlus), que le ministère du développement à la base entend mettre en œuvre les projets Filets Sociaux et Services de Base (FSB) et Opportunités d'emploi pour les Jeunes Vulnérables (EJV). Que comprendre de cette approche et de sa mise en œuvre?

Nous sommes à Kara (420 km au nord de Lomé). Dans une des nombreuses salles de formation de l'évêché de la ville, deux hommes sont debout au milieu. Autour d'eux une vingtaine d'autres suivent religieusement leur exposé. L'un s'exprime en langue Bassar, pendant que l'autre traduit en français. Ils apprennent à leur auditoire attentif du jour, comment convoquer et tenir une réunion.

Il s'agit en réalité d'animateurs communautaires recrutés dans le cadre des projets FSB et EJV pour la région de la Kara. Ils s'outillent avant de prendre service sur la FGB, qu'ils iront à leur tour déployer au profit des communautés à la base dans lesquelles ils sont en service. Tour à tour, des groupes de deux se succèdent au milieu du groupe pour leur exposé test en français et en langue locale sur plusieurs thématiques.

De la conduite de réunion à la tenue de trésorerie, en passant par la gestion des conflits, l'éventail de thématiques abordées est large.

Le formateur, air grave, au fond de la salle observe attentivement les présentations de chaque groupe, fait des remarques avant de passer à un autre groupe. Tademana Tibegrabana est un spécialiste de la FGB, et assistant régional FGB à l'antenne de Kara de l'Agence Nationale



Echanges entre participants à la Formation en Gestion à la Base.



Travaux de groupe



Le formateur régional Kara lors de son exposé

d'Appui au Développement à la Base (ANADEB).

« C'est une approche qui se veut participative, c'est-à-dire qu'elle nécessite que la communauté qui va être formée soit impliquée, ou bien qu'elle soit implicative c'est-à-dire qu'elle ne doit laisser personne à la marge même les personnes jugées vulnérables, les handicapés, les vieillards, les jeunes, les femmes. Toutes les couches de la communauté doivent être invitées à venir et participer aux activités de développement de leurs communautés ou de leurs milieux ». Explique-t-il.

Pour lui, la FGB est une approche pratiquante. « Après cette formation en salle comme celle que nous sommes en train de faire, la communauté retourne pour aller pratiquer ce qu'elle a appris

sur le terrain sous la supervision d'un formateur, qui l'accompagne et l'appuie. S'il y a des outils à mettre en place, ils le font pour s'assurer que les acquis de la formation sont bien appliqués avant qu'on ne passe à un second module. » explique-il.

Il faut dire que la FGB est particulière car elle part du constat selon lequel la plupart du temps quand on fait des formations, ce n'est qu'une minorité de la population qui a pris part et qui en quelque sorte détient la connaissance et souvent ne la partage pas. La FGB impose et exige qu'après la formation, les représentants retournent faire une restitution et que cette dernière se fasse en assemblée villageoise où les participants sont assistés par les animateurs communautaires en gestion à la base. Ceux-ci vérifient

si l'information reçue est fidèlement transmise à l'ensemble de la communauté. Leur rôle est surtout de l'amener à s'approprier les applications en vue de leur participation. L'objectif in fine est que toute la communauté se sente impliquée et responsabilisée dans la mise en œuvre du projet.

« La FGB va encore plus motiver les populations qui vont bénéficier des micro-projets. Elles seront elles-mêmes les actrices de leur propre développement », a précisé Ayima Adji, animateur communautaire à Guérin-Kouka.

Marc Aboflan

COMPRENDRE LA **FGB** EN CINQ QUESTIONS

1. EN QUOI CONSISTE LA FGB ?

La Formation en Gestion à la Base (FGB) est une approche d'acquisition de compétences, de capacités et d'habiletés par tous les membres des Communautés de base pour l'atteinte des objectifs de développement de leurs localités respectives à travers la mise en œuvre d'activités identifiées par elles pour satisfaire leurs besoins prioritaires.

2. QUE VISE LA FGB ?

La FGB a pour mission et objectif de faire acquérir le savoir-faire des membres des communautés de base, en particulier pauvres dans la conduite de la mise en œuvre responsable, efficiente, efficace et transparente des actions identifiées pour la réduction du niveau de pauvreté de leur village ou quartier.

3. QUELLE EST AUJOURD'HUI L'UTILITÉ DE LA FGB ?

La FGB est aujourd'hui le mode opératoire le plus simple pour mettre en œuvre le Développement Conduit par les Communautés-DCC [Community-Driven Development] apparu en 1980. La FGB donne désormais aux Communautés le pouvoir de décision sur la gestion du processus et des ressources mises à leur disposition. L'approche DCC se fonde entre autre sur le "principe de subsidiarité" selon lequel la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, doit être confiée à la plus petite entité capable de mener l'action pour résoudre le problème identifié.

4. QUEL EST LE CHAMP DE COMPÉTENCES COUVERT PAR LA FGB ?

La FGB sert dans plusieurs domaines notamment: La conduite des actions/projets/programmes multisectoriels d'amélioration de l'accès des plus vulnérables aux services sociaux de base ; la mise en œuvre des actions/projets/programmes sectoriels (éducation, santé, accès à l'eau potable, accès à l'électricité, etc.), la mise en œuvre des actions/projets/programme de développement de l'économie locale (activités génératrices de revenus), la fourniture et la gestion d'intrants stratégiques (renforcement de l'accès aux manuels et cantines scolaires, etc.)

5. QUEL EST LE CONTENU DES COMPÉTENCES DANS UN PROCESSUS FGB ?

Les compétences FGB se regroupent en 08 modules principaux :

- Information et Communication avec les Communautés (COM)
- Organisation et Dynamique Communautaire (ODC)
- Evaluation Participative de la Pauvreté et Evaluation participative des Besoins (EPP-EPB)
- Planification Participative Opérationnelle d'un Sous-Projet (PPOSP)
- Suivi-Evaluation Participatif (SEP)
- Passation des Marchés Communautaires (PMC)
- Gestion Financière d'un Sous-Projet Communautaire (GF SPC)
- Entretien et maintenance des Equipements et des Infrastructures Communautaires (MAINT)

Son Excellence Monsieur
Komi Sélom KLASSOU
Premier Ministre

INFRASTRUCTURES SOCIO-COMMUNAUTAIRES DE BASE : L'engagement du PM Klassou

Dimori, Bandjeli, Atchavé, Notsè, Vakpossito et Legbassito : Ce sont autant de localités aux 4 coins du Togo que le Premier Ministre Komi Selom Klassou a sillonné courant juin pour procéder à la remise de différents ouvrages sociocommunautaires aux populations qui les avaient sollicité auprès de l'Agence nationale d'appui au développement à la base, dans le cadre du Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV) et du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC).

A Dimori dans la préfecture de Bassar, une unité de soins périphérique, un marché cantonal et une piste rurale reliant Dimori à Kalanga ont été inaugurés.

Idem pour la localité de Bandjeli désormais dotée d'un Centre Médico-Social (CMS) et d'un marché cantonal.

Montant total investi pour le développement de la préfecture de Bassar:
 944 160 000 FCFA.

Plus bas, dans la préfecture du Haho, le Premier Ministre a remis les clés de la maison des femmes de Notsè, un espace moderne d'échanges, de formation, et de développement d'activités génératrices de revenus pour les femmes et qui va contribuer à donner une place prépondérante à ces dernières au cœur de l'économie locale et du renforcement de la cohésion sociale.

Komi Selom Klassou a par la même occasion procédé à l'inauguration du CMS d'Atchavé, toujours dans le Haho.

Enfin, Legbassito et Vakpossito, dans la préfecture d'Agoè-Nyivé ont reçu chacune des mains du chef du Gouvernement les clés d'un CMS. Les deux ouvrages sont composés chacun d'un bâtiment central avec deux blocs, un pour la médecine générale et un autre pour la maternité, ainsi qu'un laboratoire et une pharmacie équipés. Un forage photovoltaïque complète chacun des centres de santé, qui vont améliorer l'accès aux services sanitaires des milliers d'habitants de ces deux cantons.

Au cours de ce périple, le Premier ministre a par ailleurs endossé le costume de VRP du Plan National de Développement (PND), afin d'expliquer, sensibiliser et susciter l'adhésion des communautés à la base au nouveau paradigme qui fera du Togo le pays émergent voulu par tous.

Les ouvrages sociocommunautaires de base mis à la disposition des communautés répondent à l'ambition du PND, en particulier son axe 3 qui veut

consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion.

Le PAPV et le PUDC permettent de répondre au besoin d'intensification des actions de réalisation ou de réhabilitation des infrastructures de base ainsi que des projets socioéconomiques au profit des populations vulnérables.

Dans la même veine, le PUDC vise globalement à améliorer de façon significative les conditions de vie des populations vivant dans les zones peu ou mal desservies par les infrastructures et services sociaux et économiques de base.

Dotés d'un fond de 40 milliards de FCFA, ces deux programmes lancés en 2016 sont les principaux vecteurs de mise en œuvre de la politique sociale du Chef de l'Etat, politique sociale qui trouve une accélération avec le PND.

Oubaidallah Sabi



ALBUM PHOTO DES INFRASTRUCTURES INAUGURÉES PAR LE P.M SELOM KLASSOU DANS LE CADRE DU PUDC ET DU PAPV



Depuis quelque temps, un vent de bien-être souffle sur Tchamba, environ 350 Km au nord-est de Lomé. Complètement assainie, la ville présente un visage qui tranche d'emblée avec son passé de milieu insalubre. L'air y est sain, et l'environnement débarrassé de toutes sortes d'impuretés qui le rendent propice aux maladies. Cette nouvelle ère, Tchamba la doit au projet "Salubrité dans les villes du Togo", dont elle est bénéficiaire.



SALUBRITÉ

DANS LES VILLES DU TOGO :

Tchamba respire mieux !

Lancé en décembre 2017, ce projet vise à contribuer à la salubrité des villes du Togo et à l'augmentation des revenus de 15.000 bénéficiaires. Spécifiquement, il s'agit de doter les quartiers cibles des villes bénéficiaires, de kits d'assainissement ; développer le vivre-ensemble des citoyens ; améliorer le revenu de 15 000 femmes et jeunes. Financé par le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV), pour un montant total de 963 726 285 (neuf cent soixante-trois millions sept cent vingt-six mille deux cent quatre-vingt-cinq) FCFA, couvrant la période 2017-2018, le projet est mis en œuvre par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), bras opérationnel du ministère du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse.

TCHAMBA AVANT LE PAPV

Naguère sous le poids des immondices jonchant les rues, Tchamba aujourd'hui, respire mieux, grâce à ce projet. Progressivement, la pratique d'une bonne hygiène et le souci de maintenir un environnement sain, s'installent dans les mœurs. Un véritable «coup de baguette magique ! », s'exclame Aïssatou Abdoulaye Titikina, préfet de Tchamba, qui se remémore le visage que présentait la ville il y a plusieurs mois.

« L'image de Tchamba en 2016 n'a rien à voir avec celle que présente la ville aujourd'hui. Les couloirs de la ville constituaient un point d'insalubrité de taille qui affectait considérablement la

santé de la population. Au-delà de ces couloirs insalubres, il y avait aussi des dépotoirs anarchiques qui jonchaient toutes les rues. Dans la plupart des maisons, c'étaient des toilettes à ciel ouvert avec des tuyaux qui traversaient les rues un peu partout. Ces toilettes à ciel ouvert laissaient couler de l'eau sale à l'odeur pestilentielle. Il y avait aussi un couloir qui débouchait à la gare routière et qui lui donnait un visage insalubre.

A notre arrivée, nous avons pris la résolution de changer cette image choquante de la ville. Et comme un coup de baguette magique, le PAPV est venu à point nommé nous soutenir dans cette lutte contre l'insalubrité», raconte le préfet.



L'OFFENSIVE CONTRE L'INSALUBRITÉ

Des 13 villes du Togo bénéficiaires du projet de salubrité (Lomé, Tsévié, Atakpamé, Kpalimé, Sokodé, Tchamba, Kara, Aného, Bafilo, Mango, Bassar, Pagouda, Dapaong), Tchamba est incontestablement la grande gagnante. Le lancement du projet marque le début d'une vaste offensive contre l'insalubrité dans cette ville.

Entre 2017 et 2018, d'importants ouvrages d'assainissement construits dans plusieurs quartiers, ont métamorphosé la ville. Trois (03) blocs de latrines modernes, 175 mètres linéaires de caniveaux, 60 puisards, 3 ouvrages de franchissement et 500 mètres linéaires de rue, 3 forages munis de panneaux photovoltaïques ont été ainsi réalisés pour un coût total de 149.388.750 (cent quarante-neuf millions trois cent quatre-vingt-huit mille sept cent cinquante) FCFA.

Par ailleurs, dans cette dynamique d'assainissement, des opérations de salubrité financièrement soutenues par le PAPV, mobilisent régulièrement plusieurs travailleurs de différentes communautés de la ville. A cela s'ajoutent les actions des



Mme Aicha TTIKPINA, Préfète de Tchamba



Volontaires d'Engagement Citoyen (VEC) : destruction de dépotoirs, aménagement d'espaces verts, curage de caniveaux, sensibilisation sur l'hygiène et les bons comportements... Bien plus, dans plusieurs

communautés. « Nous allons puiser de l'eau à la rivière. Nous creusions comme nous pouvions pour recueillir de l'eau qui, généralement était boueuse et très sale.

Boutcho, président du CDQ Boutchowa, bénéficiaire d'un forage photovoltaïque et d'une latrine à six cabines. Ce sentiment de satisfaction est partagé au quartier Kouboni, également bénéficiaire des mêmes infrastructures. « Ces ouvrages allègent nos souffrances: ils nous permettent d'avoir de l'eau à suffisance et d'être en bonne santé ».

Désormais, les femmes sont tranquilles et les enfants surtout les filles, vont à l'école à l'heure, au lieu de passer des heures à la rivière pour chercher de l'eau ; plus de défécation à l'air libre !», clame Moumouni Nourou, président du comité de gestion des ouvrages. Outre Tchamba, des cantons comme Kambolé, Koussountou, Alibi ont aussi bénéficié des réalisations du PAPV.

« La population de Tchamba dit merci au Chef de l'Etat pour le PAPV. Ce programme cadre bien avec les besoins de la population. C'est avec une grande satisfaction que nous accueillons les infrastructures réalisées », conclue le Préfet.

Franck Nonnkpo



Latrines publiques et forages photovoltaïques à Kouboni (Tchamba)

quartiers, les vendredis sont consacrés au nettoyage général.

A Tchamba, les nouvelles infrastructures ont profondément changé la vie des

Avec le temps, nous avons creusé deux puits qui ne nous ont servis que très peu de temps. Pour faire nos besoins, nous allons en brousse. Cette époque est bien derrière nous », se réjouit Alidou



Peau



Cheveux



Bébés



Vergétures



Visage



Barbes



Mains



Sport & Massages



NB: Protège, guérit et cicatrise tous types de plaies

L'effet des formules KARIKER'L dépend de leur mode d'utilisation, dont nous vous dotons gratuitement dès que vous vous les procurez.

Le Karité a connu une renommée internationale il y a une dizaine d'années grâce à l'industrie cosmétique, dû à ses vertus nourrissantes et réparatrices

GARANTISSEZ VOTRE BIEN ÊTRE
avec les produits KARIKER'L

☎ + (228) 90817434 / 90980751 📍 Lomé, Agoè Assiyéyè
✉ karikerltogo@gmail.com 📱 KARI KER'L

PDC- ZU

UNE NOUVELLE ÈRE

AU LYCÉE KOULOUNDÈ

Kouloundè, quartier situé à la périphérie Est de la ville de Sokodé, dispose depuis 2008 d'un lycée moderne. Confrontée au problème d'effectifs pléthoriques dans les classes, la communauté a saisi l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), pour la construction d'un bâtiment. Demande favorablement accueillie.

Nouveau bâtiment du Lycée Koulo



Classes du lycée Kouloundè

Démarrés en janvier 2018, les travaux de construction du bâtiment ont duré quatre mois. Ils ont été conduits par la communauté, appuyée par les techniciens de l'ANADEB. Coût total, 16 992 752 (seize millions neuf cent quatre-vingt-douze mille sept cent cinquante-deux) FCFA.

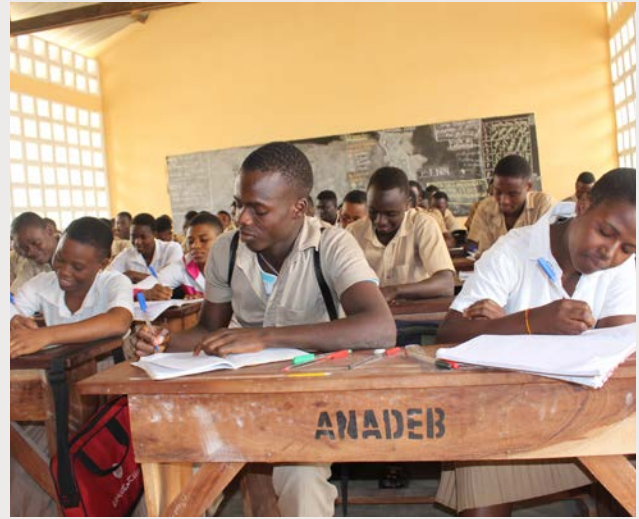
Seul bâtiment répondant aux normes de construction moderne dans ce lycée qui en compte au total 4, le joyau est composé de quatre classes, d'un bureau pour le proviseur et d'un magasin, le tout équipé de mobiliers nécessaires.

DES DÉBUTS DIFFICILES

Le lycée de Kouloundè a connu des débuts difficiles. A l'origine, c'était un immeuble loué par la communauté qui servait de cadre à l'école. Avec le temps, l'endroit était devenu exigu et ne pouvait plus contenir les élèves. C'est alors que la communauté a acquis un terrain. « Nous avons fait trois ans dans l'immeuble. La première année, il n'y avait que les secondes et donc il n'y avait aucun problème. Les difficultés ont commencé quand nous avons ouvert les

classes de Première. Elles se sont accentuées avec les Terminales. On était vraiment à l'étroit. Il fallait rapidement trouver une solution. Alors, les parents se sont débrouillés pour déplacer l'école sur le site où nous nous trouvons aujourd'hui», témoigne Kouakou Bandjiak, proviseur du lycée. Sur le nouveau site de 5 hectares, situé à la lisière Est du quartier, les conditions n'étaient pas meilleures : trois appâtâmes en matériaux de fortune (claires, bois) étaient censés accueillir les élèves. Livrés aux intempéries et à des aléas de toutes sortes (poussière, chaleur), les élèves souffraient. « Au début, il y avait trois appâtâmes de trois classes chacun. C'est là où les élèves suivaient les cours dans des conditions que vous pouvez aisément imaginer. Quand il pleut, les cours sont interrompus. Entre temps, une association islamique nous a offert un bâtiment. Mais les

ée Kouloumdè



LE SOULAGEMENT !

Depuis la rentrée scolaire 2018-2019, le nouveau bâtiment abrite les classes de Terminale, permettant ainsi de décongestionner l'effectif du lycée qui s'élève à ce jour à 674 élèves. Un grand soulagement pour les enseignants et surtout pour les apprenants qui ont retrouvé le goût d'étudier. « Le nouveau bâtiment a changé la physionomie du lycée. Avec lui, nous offrons de meilleures conditions d'études aux élèves de Terminale qui ont passé les deux premières années au lycée sous des appâtâmes. Il nous rappelle constamment que nous sommes bien dans une école et nulle part ailleurs », se réjouit le proviseur.

«Ce bâtiment est venu couronner nos efforts pour offrir de meilleures conditions aux élèves. Nous sommes très contents de bénéficier de ce joyau qui nous permet de mettre à l'aise les enseignants et les élèves. Les salles sont bien spacieuses et bien aérées. On note un changement de comportement chez les élèves et les enseignants. Vraiment, nous manquons de mots pour remercier le gouvernement », renchérit Gado Tchazoudji, président CDQ Kouloumdè et président de l'Association des Parents d'élèves. « Depuis que nous avons intégré le nouveau bâtiment, je peux vous assurer que nous étudions dans de bonnes conditions ; nous sommes désormais à l'abri des intempéries. En temps de pluies, les cours se déroulent normalement. En plus, les salles sont bien aérées ; il y fait bon vivre. On ne peut espérer mieux », se félicite Mousfatou Aboudou, élève en Terminale D.

Pour les élèves, notamment ceux de Terminale, le nouveau bâtiment sonne la fin de la souffrance endurée depuis plusieurs années. Pour la communauté, il porte l'espoir de voir un jour le lycée de Kouloumdè entièrement bâti.

Franck Nonnkpo



salles de classes sont tellement exiguës, si bien que nous utilisions toujours les appâtâmes, l'effectif étant devenu important », raconte le proviseur. « Lorsque nous étions dans les classes en claires, nous étions constamment troublés par les bruits de nos camarades des autres classes. Les professeurs étaient obligés d'intervenir à chaque fois pour les calmer ; cela perturbait les cours et nous empêchait de nous concentrer. En outre, les salles étaient poussiéreuses et nos vêtements se salissaient très rapidement », renchérit Moussa Ahokor, élève en Terminale D.



UN LABORATOIRE MÉDICAL POUR KÉMÉRIDA

Aux installations du Centre médico-social (CMS) de Kémériida, canton situé à une quinzaine de kilomètres à l'Est de Kétao, (préfecture de la Binah), s'est joint depuis 2016, un laboratoire médical. Construit et équipé par l'Agence Nationale

d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), sur demande de la communauté, l'ouvrage est l'une des plus importantes infrastructures socio collectives contribuant au bien-être de la population de ce milieu.

D'un montant estimé à 13 756 840 FCFA (treize millions sept cent cinquante-six mille huit cent quarante), les travaux ont duré 3 mois. Modeste bâtiment moderne érigé en face de l'édifice du CMS, le laboratoire de Kémériida est composé de 4 pièces qui donnent sur une terrasse, dont la porte s'ouvre sur un grand hall où sont accueillis les usagers. A l'extrémité, la salle des examens, à laquelle sont adjacentes deux autres servant à divers usages.

Equipé de microscope optique, de centrifugeuse électrique, d'hémocue HB N°301, de réfrigérateur, de kit de sérum test de groupage-rhésus, de glucomètre accu-check et une importante quantité de réactifs, le laboratoire est mis en service en 2018. Divers examens y sont réalisés. « Avec ces matériels performants, nous réalisons plusieurs types d'analyses: selles KOP, urines (Albumine- sucre- ECBU), sang (GE-NB-TXHB- NFS-Glycémie- AGHBS-TPHA/VDRL). La seule qui manque ici, est l'examen des crachats pour détecter

la tuberculose. Nous n'avons pas le microscope approprié pour cela. Et donc, nous envoyons les gens à Pagouda », explique le laborantin Leloua Ankou.

Les coûts des analyses varient entre 200FCFA et 2000FCFA. Ils sont réduits afin de permettre à la population de bénéficier des services offerts par le laboratoire. L'affluence est cependant timide, la majorité de la population n'étant pas encore informée. « Comme c'est le début, l'affluence n'est pas importante. Les gens ne sont pas encore informés.

Parfois aussi, les gens attendent le dernier moment, c'est-à-dire lorsque le mal dont ils souffrent devient grave, pour venir. Aujourd'hui, le nombre de personnes qui sollicitent nos services peut être estimé en moyenne à 15 par semaine. Pour informer la population, nous passons le message de bouche à oreille, dans les églises et mosquées», souligne le laborantin.

La mise en service du laboratoire de Kémériida marque, dans le milieu, la fin

d'une époque de tracasseries. Naguère, pour faire ses analyses médicales, il fallait se rendre à Kétao. « Pour les analyses, on nous envoyait à Kétao. C'est loin d'ici. En chemin, on est exposé à toutes sortes de risques. Devoir parcourir cette distance, constituait aussi un grand stress. Maintenant que ce laboratoire est à notre portée, nous sommes beaucoup plus tranquilles lorsqu'on nous demande une analyse. Finies la peur et l'angoisse liées à la distance », se réjouit Ali Plè, notable du chef canton. « Aller jusqu'à Kétao pour une simple analyse alors qu'on est déjà peut-être très malade, vous pouvez aisément imaginer tout le risque qu'on courait ! Aujourd'hui, nous sommes libérés de ce stress », renchérit Nonloufei Woulaou, président du CVD Kémériida.

Pour la pérennité du laboratoire, son entretien est confié au COGES (Comité de Gestion de Santé).

Franck Nonnkpo



Agence Nationale d'Appui
au Développement à la Base

Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base

Une structure professionnelle de référence au service du développement à la base



NOS DOMAINES D'INTERVENTION

- Accompagnement des CDB dans la gestion du développement de leurs communautés
- Appui à la réalisation et à la gestion des infrastructures socio-économiques et communautaires
- Renforcement des capacités des acteurs à la base
- Appui à l'amélioration des revenus des groupements coopératives
- Insertion socio-professionnelle des jeunes
- Filets sociaux

NOS PROGRAMMES PROJETS

- Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (PSMICO)
- Programme de développement communautaire en zones urbaines (PDC-ZU)
- Projet de soutien aux activités économiques des groupements
- Projet de développement des plantes à racines et tubercules (PSAEG/PRT)
- Projet d'accompagnement des communautés dans l'entretien manuel des routes et des pistes (PROJET CANTONNAGE)
- Projet de Filets sociaux et services de base (FSB)
- Projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV)

NOTRE STRATEGIE

- ▶ PARTICIPATION ET INCLUSION
- ▶ FAIRE-FAIRE
- ▶ PRISE EN CHARGE LOCALE
- ▶ IDENTIFICATION DE POTENTIELS BENEFICIAIRES SUR LA BASE DE LA CARTE DE PAUVRETE
- ▶ PRINCIPE DE REDEVABILITE
- ▶ PARTENARIAT

Agbalépédogan, rue 48 Maison 426, Villa Malou 01 B.P. : 2098 Lomé - Togo
Tél.: +228 22 43 09 99 / 22 25 57 11 - E-mail : anadeb@anadeb.org - Site web : www.anadeb.org

Victoire Tomegah Dogbé : « il nous faut aller plus loin et plus vite pour éliminer l'extrême pauvreté tant dans les milieux urbains que ruraux. »

44 MILLIONS DE DOLLARS

POUR LES FILETS SOCIAUX ET L'EMPLOI DES JEUNES VULNÉRABLES

Après le lancement le 06 février 2018, des projets de « Filets sociaux et services de base » (FSB) et d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV), les équipes de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) ne se sont octroyé aucun répit. Si bien que les

premières étapes ont été franchies avec succès. Pour Chroniques de la base, Victoire Tomégah Dogbé, ministre chargée du développement à la base revient sur les contours de ces deux projets qui suscitent espoirs et ambitions.



Chroniques de la base : Parmi les priorités du ministère chargé du développement à la base, ce sont deux nouveaux projets à dimension sociale qui ont été soumis à la Banque mondiale et qui ont reçu un don pour leur financement. Qu'est ce qui a motivé le choix du gouvernement à travers votre département à porter

ces deux projets auprès de la Banque mondiale ? Comment sont nés ces deux projets ?

Victoire Tomégah Dogbé : Le ministère du développement à la base a été créé avec l'ambition d'accompagner tous les Togolais, où qu'ils se trouvent sur le territoire, à avoir un accès au

minimum vital commun, c'est-à-dire le nécessaire pour vivre décemment, se soigner, s'éduquer et mener une activité rémunératrice. Ainsi, parmi les initiatives visant à atteindre cet objectif, nous avons mis en œuvre le projet de développement communautaire, puis le projet de développement communautaire et des filets sociaux entre 2008 et 2017.



Ces deux projets étaient spécifiquement destinés à élargir l'accès des communautés pauvres et démunies aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets de protection sociale.

Bien que satisfaisants, les résultats atteints par ce projet n'ont pas définitivement réglé la question de la vulnérabilité des communautés touchées, en particulier face aux chocs. Le Plan National de Développement (PND), ambitionne en son axe 3 de consolider le développement social et renforcer le mécanisme d'inclusion. Il était donc du devoir du gouvernement de capitaliser sur les résultats du PDC et du PDCplus et de permettre à un plus grand nombre de nos concitoyens de bénéficier de ces initiatives.

Il nous faut aller plus loin et plus vite pour réduire davantage la pauvreté tant dans les milieux urbains que ruraux. C'est ainsi que nous avons travaillé avec la Banque mondiale à mettre en place le projet des Filets sociaux et services de base et le projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables. Le projet de Filets sociaux et services de base (FSB) intervient à 3 niveaux: la construction et la réhabilitation d'infrastructures socio-collectives de base, les filets sociaux que sont les transferts monétaires et les cantines scolaires, et le renforcement des

capacités à la base.

En ce qui concerne le projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV), il vise à créer des opportunités de génération des revenus aux jeunes pauvres et vulnérables, en vue de leur auto-prise en charge.

Ce projet s'articule autour du volontariat communautaire, de la formation sur les aptitudes à la vie quotidienne, de la formation micro-entrepreneuriale, des Activités génératrices de revenus (AGR) et des renforcements de capacités.

Mis en œuvre sur l'ensemble du territoire national, le projet FSB envisage de toucher environ 170.000 bénéficiaires individuels à travers 200 microprojets d'infrastructures, la fourniture de repas scolaire à près de 92.000 écoliers des milieux pauvres, et les transferts monétaires à 61.000 ménages pauvres.

L'une des composantes du projet FSB, c'est l'opération des transferts monétaires. La phase pilote mise en œuvre par le PDCplus concernait les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Pourquoi la cible de la phase d'extension a-t-elle changé ?

La cible n'a pas changé : elle s'est élargie à l'ensemble du ménage pour permettre que tous les besoins de base légitime du ménage, à savoir l'alimentation,

l'éducation et la santé, puissent être touchés.

Les objectifs du PDC Plus répondaient, entre autres, à une problématique de sous-alimentation des femmes enceintes et des enfants en bas âge. Aujourd'hui, le Gouvernement concrétise la volonté de permettre aux ménages pauvres de couvrir leurs besoins qui ne se limitent pas à la femme enceinte et à l'enfant de moins de 5 ans. C'est pourquoi le gouvernement a estimé que l'allocation accordée à ce titre devrait bénéficier à l'ensemble du foyer

En procédant ainsi, chaque ménage pauvre, en fonction de ses priorités pourra décider d'affecter les ressources des transferts monétaires à l'alimentation de l'ensemble du ménage, à la scolarisation des enfants, au paiement des soins de santé et/ou à une activité génératrice de revenus. Le but du gouvernement est désormais de soutenir la consommation des ménages concernés et de renforcer leurs capacités à faire face aux chocs. Au mois de juin 2019, le nombre de ménages bénéficiaires atteints dans le cadre des transferts monétaires sur le projet FSB est de 19 241. Le processus de paiement se poursuit et couvrira d'ici peu tous les 61.000 ménages.

Les cantines scolaires se poursuivent également à travers le projet FSB. C'est



une opération qui permet d'influer positivement sur les résultats scolaires, les taux de fréquentation et de maintenir les enfants à l'école le plus longtemps possible. Si les effectifs ont augmenté, le nombre d'écoles bénéficiaires n'a pas changé. Qu'est ce qui explique que le passage à l'échelle nationale, c'est-à-dire l'ensemble des écoles primaires, ne soit pas encore une réalité ?

Au Togo, nous avons pris le pari de faire de l'alimentation scolaire, un levier pour atteindre la Faim Zéro à l'école, contribuant à l'atteinte de l'ODD 2 relative à l'élimination de la faim et à la promotion de l'agriculture, un accélérateur de l'éducation de qualité pour tous et un catalyseur du développement local inclusif.

Aujourd'hui, 25% des effectifs des écoles primaires publiques des cantons les plus pauvres sont couverts par le programme d'alimentation scolaire, soit 6% des écoles primaires publiques sur le plan national. 20 469 286 repas sont fournis à 91 666 écoliers dans 304 écoles primaires publiques (EPP) durant l'année scolaire passée.

Notre ambition est de toucher un enfant sur deux d'ici cinq ans, dans les zones les plus défavorisées du Togo. Pour y parvenir, il sera nécessaire de mobiliser des ressources techniques plus importantes et une enveloppe moyenne de 7.845.000.000 FCFA (14 247 466 US\$). C'est un investissement colossal qui nécessite le concours de toutes les bonnes volontés éprises du mieux-être des populations pauvres. Je lance donc un appel au secteur privé et aux partenaires en développement nationaux et internationaux à apporter leurs soutiens à ces initiatives qui feront de l'inclusion sociale une réalité dans notre pays, le Togo

Pour la période 2017-2019, c'est un milliard FCFA sur le budget de l'Etat, et 3 milliards FCFA de la Banque mondiale qui sont mis ensemble pour offrir un repas chaud à plus de 91 000 élèves chaque jour de classe.

Les efforts du Gouvernement et des partenaires, principalement de la Banque mondiale ont permis de mobiliser environ 12 milliards de FCFA soit 21 millions de dollars de dollars depuis le début

du programme d'alimentation scolaire. Couvrir les écoles primaires de tous les cantons vulnérables du Togo est tout à fait une ambition réalisable à long terme. Mais pour répondre précisément à la question, c'est le manque de ressources qui ne permet pas de couvrir dès à présent toutes les écoles. L'extension du programme se fera crescendo, en fonction des ressources disponibles. C'est le lieu de révéler qu'une loi portant sur l'alimentation scolaire est en cours de finalisation afin d'être soumise au parlement. C'est une étape importante qui nous permettra de mieux mobiliser nos énergies et nos partenaires et surtout d'assurer la pérennité du programme. Parallèlement les équipes de l'ANADEB avec l'appui des ministères sectoriels réfléchissent à des mécanismes permettant de réduire les coûts des repas, actuellement plafonné à 165 FCFA, en misant sur l'agriculture locale.

Le second projet sur lequel porte le financement de la Banque mondiale est celui d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables. Quels sont les facteurs sur lesquels compte agir cette initiative ?



Lancement des THIMO du projet EJv à Zafi (préfecture de Yoto)

Le projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV) vise à fournir des opportunités de génération de revenus aux jeunes pauvres et vulnérables ciblés du Togo.

Concrètement nous parlons de 14 000 jeunes, hommes et femmes togolais âgés de 18 à 35 ans en situation de pauvreté et/ou de vulnérabilité, c'est-à-dire, en situation de handicap ou n'ayant pas achevé le cycle d'enseignement primaire, dans 200 communautés.

Ces jeunes, grâce aux Travaux à haute intensité de main-d'œuvre (THIMO), comme des travaux d'aménagement de pistes, d'aménagement de retenue d'eau, recevront une rémunération leur permettant d'épargner pour disposer d'un capital auquel s'ajoutera, pour ceux qui auront suivi convenablement leurs parcours de volontariat et de formation, une subvention pour leur permettre de démarrer ou d'étendre une activité génératrice de revenus.

Ces jeunes reçoivent pendant leur contrat un paquet de renforcements de capacités sur le développement

d'affaires, de microentreprises et sur les questions de citoyenneté.

Quels sont les mécanismes mis en place pour s'assurer que ces projets impactent réellement le quotidien des bénéficiaires et permettent de faire reculer la pauvreté au Togo ?

Les projets de filets sociaux et ceux relatifs à l'emploi des jeunes vulnérables ont déjà fait leurs preuves, ici au Togo, notamment à travers le PDCplus, et sur le continent noir.

En ce qui concerne le cas spécifique des projets FSB et EJV, un double mécanisme permet de s'assurer de la bonne marche et de l'impact positif sur les bénéficiaires. Il s'agit :

- En amont :
 - La Formation en gestion à la base (FGB) qui permet d'apporter le savoir-faire aux membres des Communautés de base, en particulier pauvres dans la conduite de la mise en œuvre responsable, efficiente, efficace et transparente des actions identifiées pour la réduction du niveau de pauvreté de leur village ou quartier

Des formations adressées aux jeunes pour le développement de leurs affaires et l'accompagnement post formation pendant 6 mois,
 Auto-évaluation des communautés à la fin de la réalisation des THIMO ;
 Evaluation d'impact des THIMO après 4 mois de réalisation ;

- des validations communautaires des listes de bénéficiaires des projets de filets sociaux
- En aval :
 - Le dispositif de suivi-évaluation (visites inopinées, suivi par les ONG)
 - Le dispositif de gestion des plaintes qui donne l'opportunité aux populations de faire part de leurs opinions sur la gestion des projets dans leurs communautés afin que la qualité des interventions soit améliorée au niveau des porteurs de projets.

Propos recueillis par
 Oubaidallah Sabi



PRADEB

PRADEB : UN PROGRAMME AUX MULTIPLES IMPACTS S'ACHÈVE.

Lancé en 2013, par le gouvernement avec l'appui de la Banque Ouest-africaine de Développement (BOAD), l'objectif du Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB) est de réduire la pauvreté à travers l'appui au développement à la base et contribuer à la promotion de l'emploi des jeunes. Une année après la fin officielle du programme, retour sur le parcours d'un programme ambitieux qui a changé le quotidien des populations.



Bureau exécutif du GIE DIGNABANA en réunion à Bouladè (Assoli)

Le PRADEB a été mis en place pour diverses raisons. On peut citer entre autres, la réduction de la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie des populations, l'insertion des femmes et des jeunes dans la vie économique, la réduction des déséquilibres géographiques et la cohésion sociale.

Pour un meilleur pilotage du programme, le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat et de la Jeunesse, a implémenté le programme dans chaque région du pays à travers les Agences de Relais Locales (ARL) qui sont des ONG ou des Associations travaillant

dans le domaine du développement communautaire et ayant un ancrage régional très poussé. Elles sont aidées dans leur mission par deux organes qui sont le Cadre de Concertation (CC), qui définit les orientations régionales à prendre en compte dans les réalisations annuelles, et le Comité Régional de Sélection (CRS) qui approuve les bénéficiaires à accompagner au cours de l'exercice annuel. Les ARL informent ensuite les communautés sur l'existence, le fonctionnement du programme et les accompagnent avant, pendant et après la mise en œuvre des microprojets. Le PRADEB comprend plusieurs composantes

à savoir : Le soutien aux activités des Groupements d'intérêt économique, l'appui à l'installation des Plateformes Multifonctionnelles (PTFM) et l'appui à la promotion de l'emploi des Jeunes.

RÉSULTATS SATISFAISANTS

Les actions retenues sous la première composante de soutien aux activités des groupements sont entre autres la formation des groupements sur des thématiques identifiées suite à des diagnostics organisationnels participatifs et la facilitation de l'accès au crédit à travers la mise en place d'une ligne



Mouture de céréales sur la PTFM de Esse-Nadjé (Yoto)

de crédit auprès des institutions de microfinance et d'un fonds de garantie. A travers cette démarche, le PRADEB a renforcé les capacités d'organisation et de fonctionnement de 500 groupements d'intérêt économique, selon les normes édictées par le gouvernement. Il a encadré et facilité aussi l'accès au micro-crédit à 350 groupements d'intérêt économique, pour la bonne conduite d'activités génératrices de revenus. Ces GIE ont désormais un compte d'épargne et obtenu un crédit dans les structures de financement décentralisées (SFD) partenaires du programme.

C'est le cas du GIE DIGNABANA (expression qui signifie Faisons un effort) basé à Bouladè dans la préfecture d'Assoli. Créé en Décembre 2009, le groupement réuni 17 femmes spécialisées dans l'achat, le stockage et la revente des céréales notamment le maïs, le riz et le soja. « On s'est dit que c'est l'union qui fait la force et étant donné que la charge de nos enfants nous revenait on a voulu s'associer pour entreprendre un commerce ensemble et en tirer les bénéfices » explique Mme Ama Peketi, présidente du groupement.

Grâce à l'accompagnement du PRADEB, le groupement a bénéficié d'un prêt d'un million de FCFA soldé depuis. Aujourd'hui grâce à des fonds propres de plus de 800 000 FCFA, Dignabana s'apprête à obtenir un nouveau prêt de 2.500.000 FCFA auprès de l'URCLEC. Mais au-delà de l'accompagnement et des différentes opportunités offertes par le PRADEB, ce que saluent les femmes de Dignabana à Bouladè, ce sont les changements que l'appui du programme a apporté à leur quotidien. « Nous avons beaucoup appris, surtout en matière de gestion de nos familles et de nos ressources suite aux différentes formations » explique Mme Peketi. C'est aussi un atout sur le plan social, renchérit un autre membre du groupement, nous tous (ndlr les 17 membres) savons désormais comment se tenir en public et parler.

DES FEMMES RETROUVENT LA JOIE

La seconde composante du PRADEB, « Appui à l'installation des plateformes » a pour objectif de favoriser l'accès des populations à l'électricité pour les services de base (éclairage, charge portable, eau potable, santé, etc.), professionnaliser et former les groupements à la gestion d'une

entreprise rurale et au développement des activités génératrices de revenus et de libérer les femmes des tâches pénibles tout en rehaussant leur position et image au sein des communautés. Au 31 décembre 2017, 197 plateformes multifonctionnelles (PTFM) sur 200 prévues ont été installées et sont fonctionnelles.

Esse Nadjé, village situé à une quinzaine de kilomètres d'Ahépé dans le Yoto a justement bénéficié d'une plateforme multifonctionnelle grâce au PRADEB. C'est le groupement Manye Ba qui en assume la gestion. Fini les longues distances effectuées par les femmes pour aller mouler le grain de maïs pour le repas du soir. La principale activité des femmes du village étant la préparation de l'huile de palme, cette activité connaît également un essor considérable. Grâce à la plateforme, les femmes d'Esse ne pilent plus les noix artisanalement. La plateforme permet également au groupement de dégager des revenus supplémentaires pour participer à des activités collectives dans le village. Cette infrastructure a apporté sourire et bonheur aux ménagères de Esse Nadjé et de bien d'autres contrées du pays où elle est installée.

VOIE DE SUCCÈS

La composante « appui à la promotion de l'emploi des jeunes » quant à elle participe à l'insertion des jeunes dans la vie économique. L'objectif est de former 3 750 jeunes diplômés et artisans en techniques de création d'entreprises, et 500 jeunes diplômés et artisans en gestion de micro entreprises et de

crédit. Ce mécanisme vise également à faciliter l'accès au financement à 1 500 micros entreprises de jeunes diplômés et artisans.

Djabigou Flindja est ainsi passé du statut de simple jardinier à celle d'entrepreneur agro-pastoral à succès grâce à cette composante. Plus de trois crédits de 2.500.000 FCFA chacun entièrement

soldé à son actif, Djabigou emploie aujourd'hui 08 permanents et élève près de 2500 têtes de volaille. Son objectif, atteindre 10 000 têtes de volaille avec une prévision d'au moins 5000 au terme de l'année 2020.

« Le PRADEB nous a permis d'affronter les autres entrepreneurs et nous sommes aussi allés découvrir d'autres expériences, comment eux aussi ont commencé par entreprendre, leurs difficultés et surtout penser à aller plus loin. Et on ne se soucie plus de quoi manger, ni de quoi se vêtir mais on pense à se réaliser. J'ai même construit une maison dans laquelle je serais d'ici peu », explique fièrement Djabigou élu 3ème meilleur jeune entrepreneur de l'année 2017.

Au terme de cette année, ce sont 750 micros entreprises comme celle de Djabigou qui ont été créées et consolidées par les jeunes grâce à l'appui du PRADEB. Financé à hauteur de plus de 7 milliards de francs CFA, dont 6 milliards par la BOAD, le PRADEB a ainsi soutenu pendant ces cinq années de mise en œuvre, différentes initiatives de lutte contre la pauvreté et d'insertion des femmes et des jeunes dans la vie économique. Une des réussites qu'on ne peut manquer de saluer est la contribution du projet à la réduction des déséquilibres géographiques et à la cohésion sociale. Il a également considérablement contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires.

En chiffres, le PRADEB est allé au-delà des attentes des initiateurs. Un peu plus de 5000 jeunes et 1500 femmes ont bénéficié d'accompagnements en termes de formation, d'équipement et de financement. Plus de 280 000 personnes ont eu accès à l'énergie électrique grâce aux plateformes multifonctionnelles et plus de 7000 emplois ont été créés.

Marc Aboflan



Djabigou Flindja jeune entrepreneur agricole dans sa ferme à Sokodé (Tchoudjo)

DR. SERGE MICHEL KODOM

ACTEUR DE PREMIER PLAN DU DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Surnommé « le médecin des pauvres », le Docteur Michel KODOM est connu comme le loup blanc, principalement grâce aux missions chirurgicales foraines qu'il organise à travers le pays, apportant l'hôpital vers les populations vulnérables, donnant une chance aux pauvres de se soigner. Depuis plusieurs années, le Président Fondateur de l'ONG Association Internationale des Médecins pour la promotion de l'Education et de la Santé en Afrique (AIMES Afrique) multiplie des initiatives allant au-delà des soins de santé, pour véritablement apporter aux communautés les outils pour leur propre développement, devenant ainsi un acteur de premier plan du développement à la base. Pour votre magazine, celui qui a été élu « personnalité de l'année 2018 » par les Togolais a bien voulu se soumettre au célèbre questionnaire de Proust, revu à la sauce développement à la base.

Chroniques de la base : Quel est votre principal trait de caractère ?

Dr. Kodom : Je suis visionnaire

La qualité que vous appréciez le plus chez vous ?

Humaniste

Quel caractère vous appréciez le plus chez les autres ?

La loyauté

Et chez une femme ?

L'intelligence posée

Quel est votre principal défaut ?

Le retard

Le défaut que vous ne supportez pas chez les autres ?

L'impolitesse

Quelle est votre occupation favorite ?

J'aime le contact, j'aime vivre ce que les gens vivent sur le terrain, pour moi le travail est la priorité

Quel est votre idée du bonheur ?

Réaliser sa vision

Votre idée du malheur ?

Etre victime de médisance

Quel est le personnage réel que vous admirez le plus ?

Paul KAGAME, il a su transformer son pays, il a de la vision.



Docteur Michel Kodom avec son prix de personnalité de l'année 2018



LE SENS D'UN ENGAGEMENT

A quoi rêviez-vous en créant AIMES Afrique?

A un monde meilleur. Rendre l'homme heureux dans un monde meilleur. Pour moi, il faut faire en sorte que quelque chose change dans la vie des gens par l'action de AIMES Afrique. Par exemple, nous organisons bientôt le concours « mon beau village ». Chaque canton sous la responsabilité du chef canton choisira le village le plus propre de son canton et nous nous ferons les Awards de la santé. Le but est que les communautés s'organisent pour entretenir leur centre de santé, qu'elles en soient responsables et soient fières de le faire. Pour moi c'est un monde où on peut créer de l'énergie qui transforme les choses pour le bien de ces communautés.

Quel est le plus grand atout de votre organisation ?

La jeunesse de l'équipe. Nous travaillons parfois jusqu'à 23 heures. J'ai une équipe qui croit en ma vision et travaille avec abnégation.

Les faiblesses sur lesquelles vous travaillez ?

Le manque de ressources financières

Quelle est votre plus grande réussite ?

AIMES Afrique. Réussir à apporter de l'aide aux populations; plus de 50 projets au profit des populations. Aujourd'hui nous sommes en train de mettre en œuvre le projet « villes-santé » avec l'installation des comités de pilotage aux niveaux



préfectoral, cantonal et réaliser des activités dans les cinq composantes. J'ai été agréablement surpris que cela marche aussi bien.

Le projet ou le problème actuel qui vous empêche de dormir ?

Le projet « villes-santé ». Pour moi la santé est transversale et je voudrais qu'il soit une réussite et puisse servir de modèle. Que les gens se servent de ça pour évoluer. C'est un projet sur 3 ans, cela se passe bien et j'attends la fin pour voir.

Personnalité préféré des Togolais en 2018, Officier de l'Ordre du Mono à la veille de la célébration de l'indépendance du Togo. Comment avez-vous ressenti ces honneurs?

Surpris. Agréablement surpris en ce qui concerne le titre de personnalité de l'année. Il est vrai qu'on me reconnaît souvent dans la rue, dans les 4 coins du monde. Mais je ne m'attendais pas à ça, pour une première édition.

J'ai aussi été heureux d'avoir reçu le titre de Chevalier de l'ordre du Mono des mains même du chef de l'Etat. Heureux, et reconnaissant.

Missions chirurgicales, cantines scolaires, centres de santé etc. Vous êtes à vous seul un département du développement à la base ! Pourquoi ce domaine en particulier ?

J'aime l'Homme ! Ayant été dans les zones rurales, j'ai pu toucher du doigt les réalités. J'ai voulu donner un sens à ma pratique médicale en apportant une solution à la problématique de l'inégalité d'accès aux soins de santé dans ces zones. Pour moi c'est un combat pour ces sans-voix, ces marginalisés et en tant que jeune médecin, il fallait changer de paradigme pour donner la chance à ces paysans qui sont comme nous de recevoir des soins de santé de qualité.

En dehors de vos missions à la tête AIMES Afrique, vous siégez depuis 2013 au conseil économique, social et culturel de l'Union africaine et vous publiez un bimensuel « Social Infos ». Où puisez-vous cette énergie et cette inspiration ?

Honnêtement c'est Dieu. Je ne prends ni café, ni tabac, ni alcool. J'ai envie d'atteindre un idéal, je mets l'homme au centre et cela me donne la force de me donner et donner mon temps pour atteindre cet idéal.

Comment pensez-vous contribuer à votre échelle à la réussite du PND ?

La mission de AIMES Afrique se retrouve dans l'axe 3 du PND qui vise à consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion. Les paysans sont souvent loin des sources d'information. Il faut leur apporter l'information, les inciter à voir les choses autrement. Le PND c'est cette inclusion que nous essayons de matérialiser cette inclusion. AIMES Afrique Porte une attention particulière à l'amélioration du niveau de développement humain.

De nombreux jeunes font des études en espérant trouver un travail dans un bureau derrière un ordinateur. Vous avez évité de vous enfermer dans votre cabinet et sillonnez le monde pour soulager les douleurs. Comment transmettre cet état d'esprit à la jeunesse togolaise ?

Nous avons commencé à créer des clubs AIMES Afrique dans les universités, celles de Lomé et Kara en ont déjà un. L'objectif est de couvrir les universités et les grandes écoles du Togo. Les étudiants membres de ces clubs participent à nos activités, à nos missions et vivent les réalités en zone rurale. C'est une marque de confiance de la part de ces universités qui ont accepté la création de ces clubs. Cela prouve que notre présence dans ces instances universitaires peut initier ces jeunes à des valeurs sociales. L'objectif est de susciter des vocations, de transmettre cette flamme de l'humanitaire et du social qui est en nous à cette génération et aux générations futures.

Si vous devez donner quelques conseils à la jeunesse togolaise quels seraient-ils ?

Rêver, car il faut ouvrir son esprit se dire que rien n'est impossible, travailler pour réaliser ce rêve, oser et ne jamais se dire que c'est trop ou c'est impossible, persévérer car à un moment donné il y a des échecs, mais il ne faut jamais abandonner quelques soient les obstacles et prier pour avoir la bénédiction de Dieu pour ce rêve. Bref : rêver, travailler, oser, persévérer et prier.

Propos recueillis
Oubaidallah Sabi



PLATEFORMES MULTIFONCTIONNELLES



Mouture de céréales sur le moulin à grain de la PTFM de Toulé

La révolution solaire/hybride

TOULÉ : UNE COMMUNAUTÉ SOLIDAIRE AUTOUR D'UNE PLATEFORME MULTIFONCTIONNELLE

Depuis décembre 2017, une plateforme multifonctionnelle solaire rythme la vie à Toulé, village situé dans le canton de Tchaloudè (préfecture de Blitta). Installé par la société KYA Energy Group pour le Programme National des Plateformes Multifonctionnelles (PN-PTFM), piloté par le ministère chargé du développement à la base, cet outil est au cœur d'une mutation sociale et économique en cours dans ce milieu enclavé.

D'un coût total de 22 370 800 (vingt-deux millions trois cent soixante-dix mille huit cent) FCFA, la plateforme multifonctionnelle solaire de Toulé est composée d'un moulin à céréales, un moulin à soja, une meuleuse d'angle fixe, une table de chargeurs de téléphones portables. Elle est équipée de 40 modules photovoltaïques pour une puissance totale de 10kW ; un coffret comportant un onduleur chargeur de 10KVA, 12 batteries de 200 Ah pour une autonomie de 11,49kWh, etc.

A la différence des anciennes plateformes dites standard, qui fonctionnent à base de gasoil, la plateforme solaire de Toulé est l'une des premières de ce type installées par le PN-PTFM, dans la droite ligne de la nouvelle politique énergétique du gouvernement, orientée vers les énergies renouvelables, notamment solaire. Elle est alimentée par les panneaux photovoltaïques qui transforment la lumière du soleil en énergie électrique.



C'est le groupement " Lando" créé en 2014, qui assure la gestion de la plateforme qui offre divers services : mouture de céréales, de soja, aiguisage de meules, de coupe-coupe, de haches, de couteaux charge de téléphones portables.

L'installation de la plateforme est l'aboutissement d'un long processus suivi de bout en bout par un animateur, chargé d'assister la communauté pour la mise en place, l'exploitation et la gestion de la plateforme: introduction de la demande par la communauté, étude de la demande, réalisation des pré-études, réalisation des études de faisabilité participative, construction de l'abri pour la plateforme.

UN OUTIL TOTALEMENT MAITRISÉ

Pour être aptes à jouer leur rôle, les membres du groupement ont été formés sur

l'entretien des équipements et l'exploitation de la plateforme. « Après l'installation, nous avons formé les utilisateurs de la PTFM. Nous leur avons enseigné comment nettoyer les modules et à quelle fréquence le faire. En plus de la maintenance des modules, il y a celle relative aux équipements. Là, il s'agit notamment de dépoussiérer les différentes composantes ; ils sont aussi instruits par rapport à ça », explique Alain Tossa, directeur technique de KYA Energy Group.

« La gestion opérationnelle consiste en l'exploitation de la plateforme. A cet effet, ils ont été formés sur les outils de gestion : le cahier de caisse, le cahier de trésorerie, le cahier de banque etc. », renchérit Passoki Banassim, animateur à l'Agence d'Appui aux Initiatives de Base (AGAIB) région Centrale, bras opérationnel du PN-PTFM dans la région Centrale.

Après un an de fonctionnement, la plateforme multifonctionnelle de Toulé a été définitivement réceptionnée le 12 février 2019. « La réception définitive, c'est juste pour contrôler les équipements, parce qu'après un an d'exercice, l'entreprise devrait revenir pour voir si les équipements sont de bonne qualité, et si tout fonctionne normalement.», précise Passoki Banassim. « Après l'installation, il y a une période d'une année sur laquelle nous avons suivi la plateforme avec les bénéficiaires. Pendant cette période, nous venions tous les mois pour voir comment ça se passait, quels sont les problèmes éventuels qu'ils rencontraient, et comment les accompagner par rapport à ces problèmes. Donc ils sont suffisamment formés et suffisamment outillés pour pouvoir gérer la suite », ajoute Alain Tossa.



*Transformateur photovoltaïque
de la PTFM de Toulé*

Après la réception définitive, l'AGAIB va poursuivre son accompagnement pendant deux ans, période à l'issue de laquelle, le groupement pourrait atteindre son autonomie, si sa gestion de la plateforme est jugée satisfaisante. «Après les deux ans, nous ferons l'évaluation sur les plans technique, organisationnel, économique, et financier, pour voir si on pourra leur accorder l'autonomie. Cependant nous serons toujours avec eux en cas de besoin », souligne l'animateur.

PLATEFORME DU RENOUVEAU

En un an de fonctionnement, la plateforme multifonctionnelle de Toulé affiche des résultats encourageants. Les recettes journalières varient entre 2500 FCFA et 5000 FCFA. Sur un compte ouvert à l'UTB, le solde en février 2019, s'élevait à 600.000 FCFA. Parallèlement, la maintenance et la réparation des équipements ont coûté 200.000 FCFA.

Grâce aux recettes de la plateforme, les 10 membres du groupement, s'octroient des microcrédits pour le renforcement de leurs activités. «Ces crédits servent à l'achat d'intrants pour les cultures, l'achat et la revente de soja et de céréales », précise Komla Katoussi, président du groupement. Progressivement, les conditions de vie s'améliorent. «Les crédits que nous nous octroyons nous aident beaucoup. Cela augmente nos activités et nos revenus et nous permet de faire face aux dépenses de la famille », se félicite Yake Monronkèwè, présidente de gestion de la plateforme. « Avant, nous ne cultivions que sur de petites parcelles faute de moyens », renchérit Komla Katoussi.

A Toulé, l'installation de la plateforme multifonctionnelle, a sonné le glas de bien de difficultés. Avant, pour recharger son téléphone portable, ou pour moudre

son maïs ou autres céréales, il fallait se rendre jusqu'à la nationale n°1, située à 8 km du village. Un véritable souci pour les habitants, surtout les femmes, parfois contraintes de passer des heures au moulin, abandonnant leurs activités, pendant que les hommes au champ attendaient le repas. Parfois aussi, c'est les filles qui étaient envoyées au moulin et qui y passaient une bonne partie de la journée au lieu d'être à l'école. Avec la nouvelle infrastructure, s'ouvre une nouvelle page de joie et de bien-être dans les ménages.

Autour de la plateforme multifonctionnelle, s'est développée une incroyable solidarité, chacun se sentant concerné par son bon fonctionnement. Chaque difficulté est partagée par toute la communauté. Une situation dont se félicite Kpatcha Limaziè, chef du village.

Franck Nonnkpo



ARTISANAT



STEVEN

L'ART DE SCULPTER SON DESTIN



C'est à la force de ses bras que Komi Dodji Agbétoḡlo, alias Steven a évacué une parcelle qui servait de dépotoir en face de la lagune jouxtant le camp Général Eyadéma, pour installer son atelier, « le village d'art Tayé Tayé ». Formé pendant trois ans au village artisanal de Lomé, Steven a passé deux ans au chômage avant de louer et d'assainir l'espace qui deviendra le village d'art Tayé Tayé.

Sculpteur doué, Steven n'a pas hésité à ouvrir son espace à d'autres jeunes artisans diplômés en quête de solutions pour s'installer. Aujourd'hui le village d'art Tayé Tayé c'est aussi le tissage de pagne, le batik et bientôt la cordonnerie et la céramique.

Burin, marteau, ponceuse se succèdent à longueur de journée dans les mains habiles de Steven pour faire naître des objets et formes à partir de tronc et de souche d'arbres. « C'est la forme de l'arbre qui m'inspire telle ou telle autre création », explique-t-il.

A l'école, le jeune homme était doué pour le dessin. C'est donc naturellement que ses enseignants l'ont guidé vers le village artisanal où le jeune homme découvre et se passionne pour la sculpture. Plus jeune, la vie n'a pas toujours été facile pour l'artisan, qui souhaite utiliser son talent pour sortir les jeunes de sa communauté de la rue.

A 29 ans, celui dont les créations

commencent à faire parler d'elles, a établi un partenariat avec deux galeries en France pour l'écoulement de ses produits. Il veut désormais conquérir le marché sous-régional, en commençant par son pays le Togo. Pour Steven, tout le monde peut s'offrir un objet artisanal qui valorise la culture togolaise. C'est dans cette perspective que le jeune homme a noué des contacts avec quelques écoles primaires pour «insérer les notions de base de l'artisanat dans l'éducation et les valeurs de la culture aux enfants dès le bas âge ».

Depuis janvier 2019, Steven donne bénévolement des cours de teinture batik aux jeunes à la Maison des Jeunes de Lomé.

Créé en septembre 2015, le village d'art Tayé Tayé a bénéficié d'un crédit AJSEF de 300.000 FCFA en 2017, qui a permis à Steven de développer ses activités.

Aujourd'hui le jeune homme envisage d'agrandir son centre afin de permettre à de jeunes artisans d'autres corps de métier de s'installer au village d'art. Talentueux et déterminé, Steven a les atouts nécessaires pour évoluer dans ce domaine très prisé de l'artisanat d'art.

Oubaidallah Sabi



Steven dans son atelier de sculpture

AFIWA AZIANDIPÉ LA STAR DE L'UNIVERS CAPILLAIRE



Génie précoce de la coiffure, Afiwa Aziandjipé, la patronne du salon «Coiffure Star, l'Abidjanaise » a été révélée au monde entier grâce à la saison 3 du Talent show « Koiffure Kitoko» diffusée sur la chaine A+. Entourée de 17 apprenties, 3 stagiaires et 2 salariées, Afiwa dirige son salon sis à Agoè sur la route de Sanguéra, avec rigueur et discipline. Celle qui termine le concours à la deuxième place après avoir gagné le plus grand nombre de primes, revient dans une interview à bâtons rompus, sur sa jeunesse, sa passion, le concours et surtout ses projets et ambitions pour la coiffure au Togo. Entretien.

Chroniques de la base : Qui est réellement Afiwa ?

Afiwa : Je suis une togolaise de 39 ans, mère de 2 enfants, née à Sanguera, et ayant grandi en côte d'Ivoire. La vie n'a pas été tendre avec moi, j'ai perdu très tôt mes parents. Suite à ce drame j'ai été recueillie par une tante qui m'a inscrite dans un salon de coiffure après mon CEPD. Je suis revenue au pays en 2007, année à laquelle j'ai passé mon Certificat de Fin d'Apprentissage (CFA) car en Côte d'Ivoire, c'est plus un système de stage et de mentorat qui est pratiqué, pas un apprentissage formalisé.

Qu'est-ce qui vous a incité à choisir la coiffure ?

Je dis souvent que je ne suis pas allée vers la coiffure mais c'est la coiffure qui est venue vers moi. Pour moi la coiffure est une vocation car depuis

toute petite je coiffais déjà mes tantes, ses amies et autres.

Dès les premières semaines de ma formation, ma détermination et ma motivation ont impressionné ma patronne, qui au lieu de percevoir des frais de formation, a commencé par me payer, tant j'accomplissais des prouesses, en mettant discipline et passion dans mon travail.

Mon amour pour la coiffure et le travail bien fait a amené ma patronne à me suggérer un autre salon de coiffure où j'étais mieux payé. Je percevais 150 000 FCFA comme salaire en tant que coiffeuse.

Quelles sont les prestations que vous fournissez aux clients ?

Je fais la coiffure homme, dame, enfant, je fais la coiffure de cérémonies de mariage, de baptême, je suis aussi esthéticienne, je fais les soins de visage,

les perruques, les tissages, les tresses bref un peu de tout.

Alors pour vous, la coiffure qu'est-ce que cela représente ?

La coiffure est un métier noble. Pour moi c'est une vocation d'être coiffeuse. Les cheveux font partie intégrante de la beauté de l'être humain. Sans la coiffure je ne sais pas ce à quoi les hommes vont ressembler, bref elle est incontournable.

Qu'est-ce que l'aventure Koiffure Kikoko vous a apporté sur le plan humain et professionnel ?

Ce concours auquel j'ai eu la chance de participer a beaucoup changé ma vision de la coiffure. J'ai beaucoup appris sur le plan professionnel, il m'a ouvert l'esprit. Aujourd'hui je rêve grand.

Vous rêvez à quoi justement ?

J'ai écrit un projet que j'ai nommé FESACE (Festival Africain de la Coiffure et de l'Esthétique). Ce festival va réunir tout le corps des métiers capillaires (les coiffeurs, coiffeuses, tresseuses et les esthéticiennes). C'est l'aventure « Koiffure Kitoko » qui m'a donné cette idée.

Informée du projet, Madame le Ministre chargée de l'artisanat m'a accordée l'espace de la maison des jeunes d'Amadahomé pour la réalisation de mon projet.

En quoi consiste ce festival et pourquoi cette initiative ?

D'après mes investigations beaucoup de salons de coiffure s'ouvrent ici à Lomé mais ne trouvent pas de clientèle. Cela est dû à un déficit professionnel. Les coiffeuses une fois diplômées ne cherchent plus à apprendre, se former et se perfectionner. Or la coiffure évolue constamment, avec de nouvelles tendances chaque jour.

Le FESACE ambitionne donc de donner un nouvel élan au métier à travers une formation de 10 jours qui se fera avec les patronnes et patrons et avec les jeunes diplômés de CFA.

Après la formation on mettra en compétition les patronnes qui vont être récompensées. Les lauréats chez les jeunes diplômés recevront un salon de coiffure clés en main. Le loyer du salon sera payé pendant un an et nous les suivrons de près pour voir l'évolution du travail et pour s'assurer que les formations reçues au cours du festival sont acquises. Nous avons des ressources humaines pour démarrer le projet mais il nous manque cruellement de financement pour le réaliser efficacement.

Je profite (rires) donc de vos colonnes pour lancer un appel à toutes les bonnes volontés qui veulent voir émerger



Afiwa coiffe une cliente dans son salon d'esthétique l'Abidjanaise.

l'artisanat togolais.

Quel est votre point de vue général sur l'artisanat togolais ?

Je trouve qu'il y a manque d'ambition, de créativité et de soi chez nos artisans. Il y a en fait une crise de la vocation.

Est-ce que cette crise de la vocation ne s'explique –elle pas par le fait que les parents ont tendance à diriger leurs enfants vers l'artisanat lorsqu'ils ont échoué à l'école ?

(Soupirs). C'est une très grave erreur de réflexion ! Si tu fais bien ton travail tu gagneras ta vie. Je vous donne mon exemple, aujourd'hui je paie 120 000 FCFA comme loyer de mon salon sans compter les frais d'électricité, d'eau et les produits que je t'utilise. Qui peut me dire que la coiffure ne paie pas ?

Je gagne bien ma vie avec la coiffure donc c'est une erreur de penser que c'est un métier pour les vauriens. Nous devons combattre cette mentalité !

En dehors de ce festival, quels sont vos projets à venir ?

J'envisage de faire des formations de recyclage sur 3 jours peut être chaque trimestre. Je suis en discussion avec les confrères de la chambre de métiers. A long terme, je voudrais créer une maison pour les artisans, qui soit plus adaptée à notre corps de métier, où tout le matériel nécessaire pour les recyclages et les examens seront disponibles.

J'ai également ouvert un restaurant "spécialisé en cuisine ivoirienne" juste au dessus de mon salon de coiffure.

Pour conclure ?

Je dis merci au peuple togolais, qui a fait de moi ce que je suis devenue aujourd'hui. Un merci particulier au ministre du développement à la base. J'invite les coiffeurs et coiffeuses à faire un travail de fond et surtout à aimer leur métier. Je vous remercie.

Oubaidallah Sabi

La Boutique MABLE AGBODAN

On y trouve des
Meubles, Coussins, Chaussures,
Costumes, conçus main :

- Made In Togo
- Avec des matières premières locales et/ou recyclées

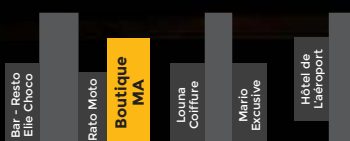
Visitez-vous :

Avenue de la Paix
Face Direction Sotral
De l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma
en allant à Méches Amina

t. +228 22 60 8586

e. shop@mableagbodan.com

MABLE AGBODAN



Avenue de la Paix

MÉCHES AMINA

CERFER

FRANCO DIMELO

LA MODE, UN ÉLÉMENT DE LA COOPÉRATION SINO-TOGOLAISE



les apprenants du centre de formation Franco Dimelo suivent attentivement la coupe d'un vêtement

Ayité Gaba est très tôt tombé amoureux de la mode. Au lycée déjà il vendait des vêtements et donnait des conseils vestimentaires à ses camarades.

Formé en deux ans à l'institut de mode « Agodédé design », Franco organisait déjà des défilés de mode, avec la chaîne de télévision LCF. En 2009, il se met à son propre compte et croque sous les commandes. La maison - école des arts et de la mode « Franco Dimelo » voit le jour l'année suivante.

Entre 2012 et 2014, il organise des défilés pour « Togo Atchon » puis, désireux de se perfectionner dans son art, il enchaîne les stages à Dakar puis à Lomé chez EAMOD. En 2014, il participe à la biennale de la mode (Bimod) aux côtés de la créatrice de renom Bamondi.

Dans son atelier situé à Attiéguou, le ronronnement de la machine à coudre et le cliquetis des ciseaux se mêlent au vrombissement des avions qui décollent

et atterrissent sur le tarmac de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema à quelques dizaines de mètres de là. Une cinquantaine de jeunes filles et de jeunes hommes sont formés par Ayité Gaba qui allie rigueur, passion et ouverture d'esprit pour tirer le meilleur de ses apprenants.

Toujours à l'affût des opportunités et ayant à cœur de partager ses connaissances, il fréquente assidument et activement la Chambre de Métiers de Lomé Commune.

C'est donc naturellement que celle-ci fait appel à lui pour représenter la capitale dans le groupe de 6 artisans Togolais sélectionnés avec des artisans de 11 autres pays africains, pour prendre part à Changshan en Chine à une formation de 3 mois sur la broderie chinoise. « La spécificité de cette broderie c'est qu'elle se fait avec des machines à coudre simple et du fil à broder », s'extasie le jeune créateur. « La façon dont les Chinois travaillent m'a beaucoup intéressé. Courageux, ils ont toujours une vision », ajoute-t-il.

Pour Ayité la découverte est de taille. « On ne connaissait pas cette broderie auparavant au Togo, et on ne savait même pas que ces machines que nous utilisons pouvaient faire de la broderie », dit-t-il.

Avide d'en apprendre davantage, le jeune homme utilise son temps libre après les cours pour explorer la ville, arpenter les rues à la recherche d'outils, de nouvelles tendances et d'idées novatrices pour booster son activité à son retour de stage.

Pris de passion pour la broderie chinoise, le jeune designer dès son retour à Lomé, a entrepris de transmettre cette nouvelle technique à ses apprenants. Toutefois, par manque de matériel adéquat sur le marché togolais, Ayité doit se contenter pour le moment de créer des modèles en quantité réduite, pour des spectacles et des expositions.



Parallèlement, suite au constat que les apprentis diplômés avaient des difficultés pour s'installer à leur compte, il entreprit d'inclure le coût d'une machine dans les frais d'apprentissage. Chaque apprenti dispose ainsi d'une machine pour pratiquer l'enseignement reçu. Toujours prompt à partager, Franco Dimelo a organisé en collaboration avec 5 confrères en mars et avril 2019, des sessions de formation à l'endroit de 30 artisans de Lomé sur la broderie chinoise et la gestion des Activités Génératrices

de Revenus (AGR). L'objectif étant de booster la compétitivité des couturiers de Lomé.

Le prochain challenge d'Ayité ? Elargir son centre de formation qui deviendra de facto un institut international de la couture et de la broderie chinoise. « Je vais bailer un terrain pour l'élargissement pour séparer les apprenants par niveau et donner les cours comme il se doit. Je prévois aussi, une salle pour les machines modernes où les artisans viendront travailler moyennant une indemnité », confie-t-il.

Une collection prêt-à-porter Franco Dimelo mêlant inspiration africaine et broderie chinoise ? Très bientôt ! promet le designer.

« Dans 10 ans, je rêve d'avoir un institut de référence où je ferais venir des formateurs chinois pour renforcer les capacités de mes confrères », se projette-t-il.

Zhù n h o yùn, Franco !

Oubaidallah Sabi



Défilé de mode Sino - Togolaise par Franco Dimelo



JEUNESSE





Signature d'un accord avec le groupe Ecobank, l'ambassade des USA et le gouvernement Togolais à travers la CNEJ pour un programme de mentoring

La coalition nationale pour l'emploi des jeunes en 7 questions

1- POURQUOI UNE COALITION NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES ?

Selon l'enquête QUIBB 2015, le taux de chômage au Togo a atteint un niveau de 3,4% et celui du sous-emploi 25,8%. Face à ce phénomène, le gouvernement a défini une Politique Nationale de l'Emploi (PNE), sur la période 2013-2017, dont les principales orientations stratégiques étaient entre autres l'amélioration de la capacité d'absorption de la main d'œuvre, la facilitation de l'accès des groupes vulnérables et migrants à l'emploi, le renforcement de la gouvernance du marché du travail, et l'amélioration de l'employabilité de la main d'œuvre.

Ces objectifs ont été sous-tendus par la mise en place d'actions telles que la création du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) ; le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB), le Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP), l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT) etc.

Cependant, la question de la coordination entre ces différents programmes persiste, et est souvent perçue comme un frein à l'efficacité des politiques publiques en matière d'emploi. C'est dans ce contexte qu'a été créée, par décret n° 2016-088/PR du 02 Août 2016, la Coalition Nationale pour l'Emploi des Jeunes (CNEJ), dont l'objectif est de fédérer l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte contre le chômage et le sous-emploi au Togo. Son opérationnalisation a été effective le 18 Avril 2018 par la nomination de son Secrétaire Permanent.

2- QUELS OBJECTIFS POURSUIT-ELLE ?

La CNEJ a pour rôle de contribuer à l'effort national pour réduire le chômage et le sous-emploi en misant sur le soutien aux réformes ainsi que sur l'appui aux politiques de renforcement de capacités ou aux mécanismes de financement innovants. Plus spécifiquement, elle travaille à soutenir les réformes visant l'adaptation de la formation professionnelle au marché de l'emploi, à appuyer les

politiques de renforcement de capacités des services à l'emploi des jeunes, à contribuer au développement de l'entrepreneuriat des jeunes et à la mise en place d'un système efficace d'information sur le marché de l'emploi, à favoriser l'intégration des réseaux nationaux aux réseaux régionaux et internationaux sur l'emploi et la formation des jeunes, et enfin à encourager les initiatives liées à la responsabilité civile des entreprises privées.

3- COMMENT FONCTIONNE-T-ELLE ?

Le cadre organisationnel de la CNEJ est constitué du Haut Conseil, l'organe central qui donne les orientations générales de l'État en matière d'emploi des jeunes et qui étudie et propose au gouvernement et aux partenaires les réorientations nécessaires et les cibles nouvelles en vue d'assurer une meilleure efficacité de la coalition. Il approuve le rapport de sélection des partenaires stratégiques soumis à son appréciation par le secrétariat permanent. Ensuite vient le Comité de Pilotage qui instruit techniquement les dossiers soumis par le Haut Conseil ou proposés par les pôles thématiques. Il est une instance de mise en harmonie et d'échanges de bonnes pratiques, chargé de centraliser toutes les informations relatives à l'emploi des jeunes des principaux démembrements techniques des institutions publiques et privées. Enfin, le Secrétariat Permanent qui assure la coordination entre les organes de la coalition et représente la coalition dans les actes officiels. Il est l'organe de gestion quotidienne des activités de la coalition.

4- QUELLES SONT LES PARTIES PRENANTES À CETTE COALITION ?

La CNEJ est une plateforme de mise en synergie des interventions de l'État en matière d'emploi des jeunes, et rassemble en son sein des structures des secteurs public et privé, des partenaires techniques et financiers et des organisations de la société civile. Toutes ces structures se sont constituées en trois (03) pôles thématiques : employabilité, entrepreneuriat, gouvernance et mobilisation de ressources.

Ces pôles thématiques sont subdivisés chacun en 3 groupes thématiques : Adéquation Emploi Formation (AEF), Placement Orientation et Profil (POP), Inclusion Sociale et Reconversion (ISR) pour le pôle Employabilité; Institutions Couveuses (ICO), Institutions Incubatrices (ICB), Institutions Accélétratrices (ICA) pour le pôle Entrepreneuriat; Partenariats Publics Privés (PPP), Partenaires Techniques et Financiers (PTF), Administration Publique et Décentralisées (APD) pour le pôle Gouvernance et mobilisation des ressources.

Les pôles thématiques proposent des activités devant s'inscrire dans le Plan de Travail Annuel de la Coalition Nationale pour l'Emploi des Jeunes (CNEJ).

5- QUELS SONT LES IMPACTS ATTENDUS DE CETTE COALITION SUR LE CHÔMAGE ET LE SOUS-EMPLOI DES JEUNES ?

La CNEJ, dans le cadre du Plan National de Développement (PND) qui vise à baisser le taux de chômage et de sous-emploi national respectivement de 3,4% et 25,8 % à 2,6% et 19,4 % en 2022, va d'abord s'assurer que les 500 000 emplois prévus sont capitalisés, à travers les dialogues, les concertations et la mise en synergie de l'ensemble des acteurs du domaine de l'emploi des jeunes ; elle va ensuite s'atteler à faire du Togo, un hub de l'entrepreneuriat social dans la sous-région.

6-QUELLE COLLABORATION ENTRE LA CNEJ ET LES AUTRES INSTITUTIONS DE L'ETAT CHARGÉES DE L'EMPLOI DES JEUNES ?

Les autres structures de l'Etat chargées de l'emploi des jeunes participent activement aux activités de la CNEJ en tant que partenaires de mise en œuvre. L'Agence nationale de volontariat (ANVT), l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), le Programme d'appui au développement à la base (PRADEB), l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB), le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAIEJ-SP), le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF), et les autres institutions font partie des groupes thématiques qui constituent la CNEJ.

7- QU'EST-CE QU'UN JEUNE TOGOLAIS PEUT CONCRÈTEMENT ESPÉRER DE L'OPÉRATIONNALISATION DE CETTE COALITION ?

La CNEJ étant une institution stratégique de coordination, elle ne crée pas directement de l'emploi mais s'appuie sur les agences et les structures opérationnelles, tant du secteur public que privé. La mise en synergie des actions de ces structures opérationnelles va permettre aux jeunes togolais de « trouver leur compte » en matière d'emploi, c'est-à-dire l'amélioration du cadre de coopération Public Privé devant permettre de booster l'entrepreneuriat et améliorer l'employabilité.

Oubaidallah Sabi



Le ministre chargé de la jeunesse entourée de jeunes entrepreneurs et de cadres d'Ecobank E.T.I à la fin d'une rencontre d'échanges sur le programme de mentoring de la Banque.

L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

Modèle à adopter par les jeunes togolais

Pour la seconde année consécutive, en juin 2019, le siège d'Ecobank International Incorporated (ETI), a accueilli une conférence sur les entreprises sociales et la responsabilité sociale des entreprises au Togo.

Organisée en partenariat avec le gouvernement togolais, l'ambassade des Etats-Unis et la société Alaffia, cette conférence visait à promouvoir le modèle d'entrepreneuriat à travers des communications, des débats et partages d'expérience. Soldée par une déclaration et des recommandations fortes, la conférence a également accouché d'un accord entre le groupe Ecobank et le gouvernement en vue d'implémenter un programme de mentoring à l'endroit de jeunes entrepreneurs sociaux Togolais.

Chroniques de la base vous dit tout sur les contours de ce programme et l'engagement d'Ecobank ETI en faveur de l'entrepreneuriat togolais.

Créée en 1999 par la première banque panafricaine, la Fondation Ecobank vise à améliorer la qualité de vie des gens à travers le continent africain. À cette fin, les ressources, les connaissances et les expertises d'Ecobank avec ses 15.000 employés sont mises à contribution pour développer des opportunités pour les communautés dans lesquelles la banque opère.

Ainsi la Fondation Ecobank à partir de 2016 s'est recentré sur trois axes à savoir l'éducation, la santé et l'inclusion financière.

La « Ecobank Academy », l'université d'entreprise panafricaine basée à Lomé, dispose de 5 antennes dans d'autres pays africains. Elle propose des formations innovantes aux partenaires de la Fondation Ecobank. L'Académie a pour but de développer tous types d'apprentissage et de solutions pour le développement de l'Afrique. C'est donc l'Académie qui en 5 ans a formé dans 33 pays plus de 16.000 personnes, et qui va implémenter un programme de mentoring au Togo. Holding bancaire aux actifs faramineux, Ecobank ETI se veut à l'avant-garde de la promotion de l'entrepreneuriat social.

« L'entrepreneuriat social n'est pas quelque chose de nouveau, il est au cœur d'Ecobank qui ne peut pas passer sous silence les problèmes sociaux. C'est une banque qui d'un côté va satisfaire les actionnaires et de l'autre côté contribuer au développement de l'Afrique. L'Afrique que nous avons, regorge beaucoup d'entrepreneurs, les personnes qui chaque jour cherchent à résoudre les problèmes de société. Ecobank réfléchit toujours sur les mécanismes à mettre en place pour promouvoir l'entrepreneuriat social au Togo et ailleurs », explique Kassi Carl Manlan, Directeur des Opérations de la Fondation Ecobank.

L'entrepreneuriat social constitue le principal véhicule de l'inclusion financière que prône la banque.

« La fondation est vraiment dans l'accompagnement, dans la réflexion et dans la mise en place de programmes conjoints avec l'Etat ou d'autres organisations pour s'assurer que la Banque continue par apprendre de ses jeunes entrepreneurs, de leur créativité. La Banque s'assure ainsi qu'elle devient un levier dans des domaines où elle a des compétences », ajoute Carl Manlan.

Simon Rey, Directeur Groupe pour la Gestion des Talents, de la formation et du Développement est le principal artisan de la mise en œuvre des programmes de formation de l'Académie Ecobank.

« Nous formons dans trois types de programme : La formation professionnelle, directement lié au domaine bancaire et financier, le leadership et le management pour développer les capacités de tout le personnel en leadership. Le troisième programme est une formation diplômante pour des jeunes

diplômés que Ecobank souhaite recruter. Nous formons ainsi pendant plus d'un an les plus brillants jeunes gens qui se voient offrir l'opportunité de rejoindre la Banque.

Pour cette année nous démarrons ce programme dans la zone UEMOA avec une cohorte de 25 jeunes » Explique Simon Rey.

Le programme piloté au Togo par l'Académie se fera en 3 temps : D'abord évaluer les compétences requises et les mettre en contact avec celles qui sont présentes au sein de la banque. La deuxième étape consiste à dérouler un mentorat organiser un atelier de formation pour permettre aux mentors et aux mentorés de faire connaissance, de comprendre le processus de mentoring et ce à quoi ils s'engagent. La troisième partie du programme est l'évaluation du processus. Un suivi périodique est effectué pour s'assurer que le mentoring évolue à la satisfaction des deux parties et à corriger ce qui nécessite de l'être.



Vingt-quatre jeunes entrepreneurs sociaux ont déjà été sélectionnés par l'ambassade des Etats Unis pour bénéficier

du programme, en conformité avec les axes du PND.

L'Académie en partenariat avec la Fondation Ecobank ouvre ses formations à d'autres organisations et à d'autres personnes qui ont besoin de développer des compétences que la banque peut fournir.

ENTREPRENDRE UTILE

De nombreux jeunes entrepreneurs choisissent les nouvelles technologies comme domaine d'investissement. Il n'est pas nécessairement opportun de créer des applications mobiles quand à peine le quart de la population du continent à accès à l'internet mobile. Selon Carl Manlan, les jeunes entrepreneurs doivent prendre en compte le contexte et miser sur le transfert intergénérationnel.

« Si nous ne pensons qu'à nous même nous ratons l'opportunité de rajouter à la richesse nationale. La richesse d'une nation se bâtit sur plusieurs générations, chaque génération ajoutant une couche supplémentaire à cette richesse. » prévient l'économiste.

« L'industrialisation de l'Afrique, la transformation de

l'agriculture sont des étapes que nous avons sautées. Il n'est pas possible de se développer sans maîtriser l'agriculture et l'industrialisation. Beaucoup de jeunes entrepreneurs vont souvent créer leur entreprise dans des domaines qui ne concernent que les milieux urbains, la minorité donc ». Ajoute-t-il.

L'entrepreneuriat social est généralement décrit comme une manière d'entreprendre qui place l'efficacité économique au service de l'intérêt général. Leurs dirigeants font du profit un moyen, non une fin en soi.

L'entrepreneur social togolais doit donc à travers son entreprise apporter des solutions durables aux problématiques sociales, à la transformation de l'agriculture, à la préservation de l'environnement etc.

« La création de la zone de libre-échange africaine représente une énorme opportunité pour les jeunes entrepreneurs, avec un marché potentiel de 1,2 milliards de personnes qui peuvent consommer les produits des jeunes entrepreneurs togolais. La question à se poser est de savoir quoi faire pour régler des problèmes de société, innover dans les domaines qui développent le monde rural et par la même occasion font prospérer des entreprises. Il est important pour les jeunes de se dire que ce qu'ils font c'est pour les générations futures. La banque est en train de mettre en place un système pour pouvoir les accompagner à apprécier le contexte national afin que les innovations qu'ils apportent profitent au maximum ». Déclare le Directeur des opérations de la fondation Ecobank.

L'inclusion financière à travers l'entrepreneuriat social, la Banque y croit. C'est pour cette raison que le groupe Ecobank s'est fortement engagé aux côtés du Gouvernement togolais dès le lancement du Plan National de Développement. Des ressources sont mises à disposition par Ecobank à travers l'Académie et la Fondation et doivent servir dans le cadre du

PND, en particulier l'axe 3 concernant l'inclusion financière, l'employabilité des jeunes etc.

La fondation et l'Académie dans leurs démarches sont donc guidés par les objectifs à atteindre dans le cadre du PND pour l'accompagnement à apporter aux entrepreneurs sociaux. La vision d'Ecobank pour les entrepreneurs

« Mon conseil aux jeunes entrepreneurs est de lire « L'Afrique d'abord », le dernier ouvrage du fondateur d'Ecobank, M. Djondo, qui a combiné entrepreneuriat togolais et panafricanisme. Qui explique comment il a suivi toutes ces étapes pour permettre à d'autres de continuer son œuvre à travers Ecobank. Les entrepreneurs doivent comprendre que le marché africain c'est 1,2 milliards de personnes, le marché togolais 7 millions. Quand on pense global, les solutions qu'on peut proposer sont complètement différentes. » Conclut Carl Manlan.



Tout entrepreneur doit apporter une solution à un problème réel, créer un produit ou un service qui soit utile à la communauté.

« Trouver des financements n'est pas le plus important. Mark Zuckerberg, Djondo, Dangote, sont des entrepreneurs

qui ont su s'entourer des bonnes personnes. L'entourage est donc crucial pour réussir en entrepreneuriat. Pour finir l'entrepreneur doit toujours étudier, apprendre des livres, des mentors, en écoutant, en observant », conseille Simon Rey. Le travail de l'academie d' Ecobank, se fait également à l'interieur de la banque qui encourage les collaborateurs à développer l'esprit entrepreneurial.

Gageons que la première cohorte des mentorés de Ecobank Togo à son tour transmette cet esprit d'entrepreneuriat social afin que la jeunesse entreprenante togolaise s'approprie ce modèle et contribue par ricochet au développement socioéconomique du pays.

MIEUX CONSEILLER LES PRODUITS

NATUTHÉ



Kinkéliba

- 1- Hépatites / Allergies
- 2- Troubles digestifs
- 3- Fièvre biliaire / paludisme
- 4- Hypertension / hyperglycémie

🕒 2-3 Min ☕ 200 ML

BissKéliba

- 1- Anti-stress & Remède à l'anémie
- 3- Rythme cardiaque normal
- 4- Purification & et bonne Circulation sanguines

🕒 3-5 Min ☕ 200 ML

Kinké-GC

- Assure la fonction de défense, contre ;
- inflammations,
 - infections &
 - dépôts de graisses.

🕒 3-5 Min ☕ 200 ML

Energie

- 1- Booste le tonus physique et mental
- 2- Revigore les nerfs / La Libido
- 3- Protège contre le cancer

🕒 3-5 Min ☕ 200 ML

Relax

- 1- Procure un sommeil réparateur
- 2- Stabilise glycémie & tension
- 3- Préviens les AVC
- 4- Contre douleurs rhumatismales

🕒 5-7 Min ☕ 200 ML

TRAITEMENTS DES CAS SPÉCIAUX	HyperGlycémie, Hypertension, Insomnie, Fatigue chronique	Faiblesses sexuelles	Infections, Insuffisances & Troubles Rénaux	Infections, Insuffisances & Troubles Hépatiques (Foie)	Surpoids, Ventre Ballonné	Anémies, Carences en Vitamines Palpitation de cœur
PROPOSITION DE COMBINAISONS	KINKELIBA • RELAX	Kinkéliba • ENERGIE	Kinkéliba • Kinké-GC	Kinkéliba • Kinké-GC	Kinké-GC • Citron (à jeun)	BissKéliba

Service Consommateurs : 📞 +228 92 13 14 54 | 📱 Natuthé Kinketiba

Yaourt BIS

PLUS QU'UNE GLACE UN PLAISIR



Nos Saveurs sur commande

- Corossol • Caramel • Banane • Café
- Moringa • Bissap • Coco • Rhum raisin
- Rhum coco • Pastèque • Tropical • Orange
- Ananas • Vanille • Fraise • Menthe
- Chocolat • Bonbons • Banane • Mangue
- Liane • Passion • Citron • Gingembre
- Liha • Avocat • Soja • Alangba • Cocktail
- Carambole • Cacao



© Creativeway 2018

IDÉAL POUR VOS FÊTES

Anniversaires; Mariages; Communions;
After work; Reunions de travail; Retraites stratégiques;
Goûters; Baptême; Excursions; Réception

📞 00228 70 33 48 48 / 96 33 48 48

✉ conceptteleyon@gmail.com | 📱 BIS yaourt | 🌐 yaourtbis

📍 Hédzranawoé, rue 172, porte 123 / Lomé - TOGO

STAGES D'EXCELLENCE,

Mettre le pied des jeunes diplômés à l'étrier



Delphin Adjogblé en stage à la direction générale de la Poste Juin - juillet 2019

Delphin Adjogblé, 21 ans, sa licence en sécurité des réseaux informatiques en poche, a de l'ambition : Il veut créer sa propre entreprise dans le domaine des technologies. Seulement pour en arriver là, il doit se jeter dans le grand bain de l'entreprise, se forger une expérience, mettre à l'épreuve les savoirs acquis, commencer à s'offrir un carnet d'adresses. Ce passage obligé, c'est le programme des « stages d'excellence » qui lui en donne l'occasion pendant les vacances 2018.

Initié depuis 2012, le programme estival de stages du ministère chargé de la jeunesse vise à permettre de découvrir le monde du travail et de trouver des cadres pour la rédaction de leur mémoire aux meilleurs étudiants en fin de cycle. En 5 ans, c'est en tout 996 jeunes des deux sexes, d'une vingtaine de profils aussi divers et variés, qui en ont bénéficié.

Ainsi, quelques semaines avant les examens de fin d'année, le ministère soumet des demandes de stages à plusieurs

entreprises publiques, parapubliques et du secteur privé. Ces dernières expriment leurs besoins en termes de profils de stagiaires recherchés.

CRÉER DES PROFILS POLYVALENTS

La Poste, c'est l'une des plus grandes sociétés d'Etat, avec des bureaux disséminés aux quatre coins de la capitale et sur toute l'étendue du territoire. En stage à la cellule informatique réseaux à la Direction générale de La Poste, Delphin Adjogblé ne se laisse pas impressionner



Florence Bamba Stagiaire, chargée de clientèle à l'agence WAGES d'Agoè Nyivé.

par la bâtisse majestueuse aux larges couloirs qu'il va fréquenter durant deux mois.

Conscientieux, Delphin suit scrupuleusement les instructions de ses encadreurs avec qui il entretient des relations « d'harmonie et de convivialité ». Dévolu aux tâches de réparation des soucis techniques liés aux réseaux, à l'entretien des machines et parfois à l'extérieur où il intervient sur des onduleurs, le jeune stagiaire avoue qu'il y a « un décalage parce que la réalité sur le terrain est différente de ce que j'ai appris à l'école ».

Reconnaissant pour cette première expérience, le jeune homme pense que c'est une bonne initiative. « De nos jours, trouver un stage n'est pas chose facile et l'engagement que le ministère a pris de trouver des stages aux jeunes diplômés est un geste louable », dit-il.

Même son de cloche chez Florence Bamba chargée de clientèle à l'agence WAGES d'Agoè Nyivé. « Grâce à cette initiative les étudiants découvrent pour la première fois le monde du travail. Ces

stages occupent les jeunes pendant les vacances, ce qui les empêche d'être dans la rue. Cela permet à d'autres de rédiger leur mémoire. Dans certaines structures où les stagiaires sont rémunérés cela leur permet de se prendre en charge au cours de l'année suivante », se réjouit la jeune femme.

Titulaire d'un BTS en communication d'entreprise, Florence a, un temps, été surprise des tâches qu'elle devait remplir (ouvrir des comptes des clients, remplir les registres des collectrices), loin de tout ce qu'elle a appris dans son université. Mais sous la bienveillante supervision de sa responsable, elle s'est vite passionnée pour le travail dans les institutions financières. Ses connaissances en communication d'entreprise lui permettent d'aborder la relation client avec plus d'efficacité.

Déterminée et sûre d'elle, Florence dit avoir beaucoup appris tant sur le plan humain que professionnel. Initiative très appréciée dans le milieu étudiant, le programme rencontre

néanmoins quelques difficultés. La non rémunération des stagiaires et l'éloignement du lieu du stage les contraignent à des charges locatives et de déplacement. La couverture sociale exigée par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) décourage également certaines entreprises.

Les stages d'excellence constituent un volet du programme vacances utiles et citoyennes qui vise à promouvoir la culture de l'excellence au niveau des jeunes scolaires et universitaires. En raison de la prépondérance des profils techniques dans les offres de stages, de nombreux postes restent non pourvus à la fin des vacances.

Les sociétés privées et parapubliques comme la CEET, la SNPT, la Poste, le Port Autonome de Lomé, la CNSS, les Banques et institutions de microfinance sont les principales structures d'accueil des stagiaires.

Oubaidallah Sabi



25% DE MARCHÉS PUBLICS POUR LES JEUNES : UNE MESURE PRÉSIDENTIELLE POUR BOOSTER L'ENTREPRENARIAT

En vue de donner un coup de pouce à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes du Togo, le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé a annoncé dans son discours à la nation le 03 janvier 2018, une mesure relative à l'attribution de 20% des marchés publics aux jeunes et aux femmes entrepreneurs du pays. Un pourcentage qui passe à 25 points comme l'a déclaré le Président lors de son discours sur l'état de la nation du 26 avril 2019. Comment cette mesure profite-t-elle aux jeunes entrepreneurs?

CONCRÉTISATION D'UNE PROMESSE PRÉSIDENTIELLE

Pour que cette initiative se concrétise, déjà le 5 janvier 2018 le gouvernement a mis en place une task force. Cette

plateforme a travaillé à cerner la cible, à définir la typologie des marchés et les moyens à mettre en œuvre pour simplifier les procédures de soumission et d'exécution des marchés publics, dans la perspective de leur exécution. Ainsi, depuis le démarrage effectif de la mesure le 05 mars 2018, un guichet unique est créé pour faciliter les formalités pour l'obtention des pièces administratives exigées dans le cadre de la participation à la commande publique. Il offre également des services d'accueil, d'information, de conseil et d'orientation. Le but étant de regrouper en un seul lieu (selon la logique « one stop shop») tous les services administratifs concernés: Caisse Nationale de Sécurité Sociale ; Inspection du travail ; Office Togolais des Recettes.

Pour la cible, c'est une simplification palpable qui permet d'obtenir les documents nécessaires dans un délai de 72 heures maximum.

Ce dispositif permet aux jeunes et femmes entrepreneurs dont l'âge est compris entre 18 et 40 ans de se faire enregistrer pour bénéficier des marchés dans tous les secteurs d'activités. L'entrepreneur y fournit des renseignements sur son identité, son adresse et son entreprise. Il est possible d'avoir des informations (<http://pjfe.dncmp-togo.com>) sur la typologie des marchés et choisir le domaine correspondant.

Trois (3) types de marchés publics sont pris en compte dans ce cadre. Il s'agit des travaux d'infrastructures non complexes (salles de classe, bâtiments administratifs...), des marchés de

fournitures et services et des marchés de prestations intellectuelles.

La gestion des marchés publics se fait en trois (3) zones, la première couvrant Lomé et ses environs, la deuxième prenant en compte de Tsévié à Blitta et la troisième allant de Sotouboua à Dapaong.

« L'attribution d'un quota aux jeunes et aux femmes est une discrimination positive dont l'Etat se réserve le droit pour satisfaire l'intérêt économique du pays », a indiqué Zouréhatou Kassah-Traoré, ancienne directrice de la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics.

DES JEUNES ENTREPRENEURS AUX ANGES

Cette mesure présidentielle n'est pas pour déplaire aux bénéficiaires qui n'ont pas hésité à en profiter.

Desiré Teko Game, jeune entrepreneur, directeur de Don Services, spécialisé dans les prestations de services informatiques et communication n'avait qu'un seul rêve, celui de partir en Europe pour se réaliser. Bien qu'il soit entrepreneur formé par le FAIEJ (Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes) depuis 2013, il n'entrevoit aucune sortie, aucun bout du tunnel.

La mesure présidentielle des « 20% » a été une véritable aubaine pour lui et sa jeune structure Don Services. Après son inscription dans la base de données de la DCNMP, il a bénéficié d'une formation sur les opportunités des marchés publics offert par le FAIEJ qui lui a permis d'être plus au fait de la notion de commande publique, de marchés publics et de savoir quels étaient les documents et procédures de la commande publique et surtout comment les obtenir.

Il faut dire que ces formations ont été organisées par le FAIEJ et la task force pour mieux outiller les jeunes et les femmes afin qu'ils puissent se lancer à l'assaut des marchés publics qui leur ont été réservés.



Aujourd'hui, Teko et son entreprise ont bénéficié d'une dizaine de marchés dans le cadre de cette initiative pour un montant total de plus de 15 millions FCFA. Les attestations de bonne exécution qu'il brandit sont la preuve de la qualité d'exécution de ses travaux. L'Office Togolais des Recettes et le ministère des enseignements primaires et secondaires entre autres autorités contractantes lui font confiance. Il reçoit régulièrement de nombreuses demandes de cotation. « Au début, je n'y croyais pas vraiment, mais maintenant, je suis aux anges et mon entreprise est prospère », confie-t-il avant d'ajouter : « Je n'ai plus aucune envie de partir. Au Togo l'espoir est possible ».

REDOUBLER D'ARDEUR

Comme Desiré Teko Game, ce sont des milliers de jeunes qui ont profité de cette mesure. Mais certains n'ont toujours pas pu bénéficier de cette manne, bien qu'ils aient postulé à plusieurs marchés.

Selon Victoire Tomégah Dogbé, ministre chargé de la jeunesse et cheffe de la

task force, pour la première année de la mise en œuvre de cette mesure, les marchés publics remportés par la cible s'évaluent à 10 milliards FCFA, dont 3,33 milliards FCFA pour les femmes.

Toutefois, souligne la ministre, ce montant est encore modeste au vu des objectifs de départ, fixés à 40 milliards de FCFA en 2018, ou encore des dispositions mises en place pour faciliter la mesure, comme l'ouverture d'un guichet unique pour la création d'entreprises, la suppression d'impôts au cours de la première année d'activité et le choix libre pour la constitution de capital.

Victoire Tomégah Dogbé invite les jeunes et les femmes ainsi que les mécanismes à plus d'efforts afin de capter au moins 50% des marchés réservés à partir de cette année.

A en croire le chef de l'Etat, cette opportunité passera désormais à 25% en 2020. Les jeunes devront redoubler d'ardeur pour en profiter effectivement.

Marc Aboflan

Solim Kpémissi recevant son chèque de lauréate du concours meilleurs jeunes entrepreneurs



L'EXCELLENCE RÉCOMPENSÉE AU SOMMET

Koffi Gbekui, Seydou Napo Gbati, Komi Dovi Koudou. Ce sont ces 3 jeunes chefs d'entreprise qui ont reçu les 1ers prix, respectivement dans la catégorie Très petites entreprises (TPE), Petites et moyennes entreprises (PME) et «Entrepreneurs confirmés».

Initié par le ministère chargé de la jeunesse, le «Concours meilleurs jeunes entrepreneurs» vise à promouvoir l'excellence entrepreneuriale au sein de la jeune classe de néo-entrepreneurs. Au total 16 millions ont été octroyés aux lauréats pour leur permettre de renforcer leurs activités économiques. La soirée a connu la présence de plusieurs membres du gouvernement et d'éminentes personnalités qui ont apporté conseils et soutien aux heureux récipiendaires des chèques allant de 500.000 FCFA à 2,5 millions FCFA. « Cette célébration annuelle est un moment dédié non seulement aux

éloges de nos jeunes étoiles, mais aussi au partage d'expérience», a expliqué Victoire Tomegah Dogbé, ministre de la jeunesse.

Cette soirée est un cadre d'émulation qui réunit les acteurs publics, privés, partenaires techniques et financiers (PTF) autour de la promotion de cette jeune classe d'entrepreneurs togolais suivant l'axe 3 du Plan National de Développement (PND) à travers lequel, le Gouvernement Togolais veut entre autres accroître l'accès des jeunes au crédit et à la technologie pour développer des activités d'auto-emploi et d'entrepreneuriat viables et durables et améliorer le cadre institutionnel et l'environnement macroéconomique pour les rendre plus favorables à la promotion de l'emploi des jeunes. Pour la conseillère spéciale du Chef de l'Etat Rekyia Madougou, «le PND représente beaucoup d'atouts pour les

jeunes et leur implication et appropriation contribueront à atteindre les missions assignées.

Par la voix de Solim Kpémissi promotrice de la société «Never Die» spécialisée en fruits séchés, les jeunes entrepreneurs ont tenu à manifester leur gratitude et leur engagement à « ne pas dormir sur leurs lauriers».

«Travaillez, travaillez, travaillez», a conseillé Victoire Dogbé en guise de conclusion.

Les deux premières éditions du concours ont permis de primer, à l'issue d'un processus compétitif, vingt-et-un (21) meilleurs jeunes entrepreneurs sur toute l'étendue du territoire et différents projets de ces lauréats ont été financés à hauteur de dix-sept millions cinq cent mille (17 500 000) FCFA.

Oubaidallah Sabi



ALBUM PHOTO DE LA SOIRÉE DE RÉCOMPENSE DES MEILLEURS JEUNES ENTREPRENEURS 2019



FAIEJ:

PORTRAITS DE JEUNES ENTREPRENEURS PROMETTEURS



Ils représentent le fleuron du savoir-faire et du génie de la jeunesse togolaise. Ces jeunes ont passé tous les obstacles sur leur chemin pour devenir des entrepreneurs à succès. Si les parcours sont différents et hétéroclites, ils ont tous la même particularité à laquelle on les reconnaît, celle d'être déterminés et résilients, mais aussi le fait d'avoir bénéficié des dispositifs de soutien mis en place par le ministère chargé de la jeunesse notamment le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes(FAIEJ).

BEMAH GADOH, MONSIEUR ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE



Bemah Gadoh est le directeur général de l'entreprise Green Industry Plast Togo, spécialisée dans la récupération et la transformation des déchets plastiques et basée dans la banlieue Nord-Ouest de Lomé.

La vocation, Bemah l'a eue pendant

ses années étudiantes. Passionné de propreté et farouche défenseur de l'environnement, l'état de salubrité désastreux du campus à l'époque l'a poussé à se lancer dans le recyclage des sachets plastiques.

Aujourd'hui, ce géologue de formation, titulaire d'un master à la faculté des

sciences de l'université de Lomé se rappelle encore ses débuts. « L'aventure a commencé en 2011 ; avec quelques amis, on voulait mettre au propre le campus, surtout qu'il y avait des sachets plastiques qui pullulaient un peu partout », raconte-t-il.

Chemin faisant, les activités deviennent de plus en plus intéressantes et le groupe de jeunes reçoit des encouragements d'un peu partout. Très rapidement, on leur conseille de tirer bénéfice de cette activité bénévole. C'est ainsi que le Ghana est indiqué comme le pays où peut fleurir l'affaire des plastiques recyclés. N'ayant pas les moyens, le jeune entrepreneur s'est endetté pour pouvoir effectuer une visite au Ghana.

Au Ghana, il arrive à comprendre la filière et sait désormais que recycler ces déchets peut être une grosse source de revenus.

LE FAIEJ, LE MESSIE FINANCIER

Du retour du Ghana, il fallait aller droit au but. La confiance et la motivation qui animent Bemah butent tout de suite sur la question financière. Si le projet est innovant et rentable, beaucoup ne voient aucun avenir dans la filière « déchets plastiques » et personne n'est prêt à investir un franc sur le jeune primo entrepreneur.



Unité de stockage des déchets plastiques de Green Industry Plast Togo



Heureusement, il a la chance de rencontrer le FAIEJ dans sa course aux financements. L'institution dirigée par Sahouda Gbadamassi-Mivedor lui offre la totale : des formations, une exposition médiatique, une visibilité auprès des partenaires, et surtout les moyens pour démarrer. Il bénéficie ainsi d'un financement d'environ 3,413 millions FCFA, en plus de la subvention de 1,5 millions. Ce qui va le motiver à aller à la mairie de Lomé pour négocier des espaces qui permettront de mener des activités. « Ce financement de FAIEJ a été d'une grande importance pour le démarrage du projet, raconte-t-il.

Il faut également noter l'apport de l'Agence Nationale d'Assainissement et la Salubrité Publique (ANASAP), qui a financé l'entreprise à hauteur de 1,5 millions, pour ne citer que ceux-là.

Green Industry Plast emploie aujourd'hui 22 personnes, des femmes essentiellement. « Nous allons accroître le nombre à 35 d'ici la fin de l'année 2019 », a-t-il indiqué.

Ce souci de protéger l'environnement, de donner des emplois aux femmes de sa communauté tout en générant des bénéfices place Bémah Gado parmi les jeunes pionniers de l'entrepreneuriat social au Togo.

PRIX ET DISTINCTIONS

L'entreprise verte et son promoteur Bemah Gado collectionnent les prix; une demi-douzaine rien qu'en 2018 : le prix Energy Job Award, créé par une institution affiliée aux Nations Unies pour accréditer les meilleures initiatives dans chaque pays dans le domaine de l'énergie, un prix d'encouragement et de soutien au Salon de l'Énergie, de l'Environnement et de l'Eau organisé en avril. Il est aussi lauréat du prix Africa Clean Part, une initiative de jeunes africains qui



interviennent dans le contexte de l'environnement pour soutenir les projets de valeur.

En novembre 2018, il gagne le prix de la francophonie 35-35 puis le premier prix de la catégorie entreprise, de l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF), « parce qu'ils ont vu le potentiel de cette entreprise », se félicite Bemah.

Toutes ces distinctions ne sont que le fruit des années de labeur, de l'engagement et de la détermination de Bemah Gado. Cela lui a également valu une distinction nationale. Le 27 avril 2019, il a été fait Chevalier de l'Ordre National du Mérite par le Chef de l'Etat **Faure Gnassingbé**.

Marc Aboflan

KANYI KOKOU

AGBEMEHE

PROFESSION

ENTREPRENEUR AGRICOLE



Kokou Kanyi Agbemehe est un jeune entrepreneur agricole, souriant de bonheur. Après sa licence en géographie à l'Université de Lomé, option géographe, Kokou est retourné dans son village natal ; passionné qu'il était par les questions agricoles pour voir dans quelle culture il pouvait se lancer.

« J'ai tout de suite remarqué que j'étais très attiré par la production des bananes plantains », confie-t-il. Un produit très prisé dans le pays, mais dont la culture à grande échelle n'est pas vraiment développée.

C'est donc à Abidjan en Côte d'Ivoire, qu'il se rend pour suivre une formation de deux ans sur la culture des bananes plantains. A son retour, coup de bol, il entend parler du Fonds d'Appui aux Initiatives économiques des jeunes (FAIEJ).

« Rapidement je me suis inscrit au FAIEJ et ils nous ont formé en entrepreneuriat et juste après la formation nous avons déposé nos dossiers de projets pour être financés. Ensuite, ils nous ont appelé pour recadrer le projet et heureusement en janvier 2017, le FAIEJ nous a financé pour développer notre activité », se rappelle Kokou.

« On dirait que j'ai croisé Dieu en personne. J'emploie le mot Dieu parce que je priais vraiment pour un coup de main de ce genre. C'est dur d'avoir du financement sans que tu ne déposes une garantie, surtout dans les microfinances, on te demande une caution ou de présenter une personne ressource morale et physique. Ce genre de garantie nous jeunes débutants nous ne pouvons pas en fournir. C'est pourquoi,

moi je répète que le FAIEJ c'est un dieu pour nous jeunes togolais, surtout ceux qui veulent émerger », assure le jeune entrepreneur.

Grace au financement reçu, Agbemehe qui disposait déjà de plus de 50 hectares de terrain, mis à sa disposition par un ami, a développé sa passion.

C'est un entrepreneur agricole à succès qui a réalisé 19 millions FCFA de chiffre d'affaires en 2018 que nous rencontrons. L'homme emblave aujourd'hui près de 20 hectares de sa superficie, dont 05 réservés aux bananes plantains, trois hectares d'anacarde, huit hectares de soja et le reste aux cultures vivrières (céréales essentiellement). Agbemehe élève aussi des porcs (il dispose de plus de 110 têtes).

Son ambition, pour les prochaines années, intégrer la production de volaille à son entreprise et arriver à exploiter 100 hectares de terrain, toutes productions confondues.

Son conseil : « J'insiste pour que la jeunesse aille vers l'agriculture. C'est un domaine où tu n'auras pas à écrire j'ai l'honneur. parce qu'on a de l'espace disponible, il faut juste commencer ; la terre n'a pas besoin d'un diplômé avant de produire. Il suffit d'être brave et courageux ».

Marc Aboflan



Plantation de bananes plantain de Agbéméhé

MEGUIZANI HONORÉ MOUZOU

LE RESTAURATEUR DE LA VILLE DE KARA



Honoré Mouzou dans la cuisine de son restaurant

Après son BAC 2 et les chimères de la vie étudiante sans soutien à l'Université de Kara, Mouzou a décidé de se lancer en cuisine. « Je me suis dit qu'il valait mieux de se lancer dans des affaires que de rester à l'université sans support » explique le propriétaire du restaurant Mon dîner, situé à Kara Sud. Entretien portrait.

Comment vous êtes-vous lancé dans l'entrepreneuriat ?

En 2011, j'ai fait une formation d'un an en cuisine au restaurant Château. Après, j'ai fait un stage de trois mois à la place de la victoire à Kara où j'ai été embauché. J'y ai travaillé pendant cinq ans et une fois j'ai entendu parler du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) où on m'a demandé de constituer mon dossier pour une formation en entrepreneuriat et rédiger un plan d'affaires qui pourrait être financé. C'est ce que j'ai donc fait et j'ai obtenu 1.385.000 FCFA le 20 octobre 2016 suite aux différentes formalités.

J'ai ensuite démissionné de mon poste de cuisinier à la Place de la Victoire et entrepris mes propres affaires. Aujourd'hui dans mon restaurant, vous pouvez trouver presque toutes les spécialités : africaines, européennes, asiatiques (shawarma, pizza, hamburger, les pâtisseries). Le nom du restaurant c'est « mon dîner ». Je fais aussi des livraisons à domicile et le service-traiteur.

Qu'avez-vous fait concrètement de ce financement ?

J'ai acheté le matériel de cuisine, les



matières premières et louer un local juste derrière l'université de Kara où se trouvait un bar pour m'installer afin de commencer mes activités. J'ai par la suite eu la chance de gagner un peu plus de sous grâce aux formations du FAIEJ où j'ai assuré le service traiteur jusqu'en décembre 2017 où j'ai décidé de venir ici (NDLR l'emplacement actuel du restaurant).

Une idée de votre chiffre d'affaires ?

C'est environ 200 voire 300 mille FCFA par mois et peut aller au-delà si je reçois des commandes importantes. J'ai deux employés permanents et si j'ai beaucoup de commandes, je fais appel à environ six personnes.

Quelles sont vos perspectives ?

Je prévois construire un grand restaurant climatisé et c'est déjà en chantier. Je souhaiterais à long terme l'agrandir pour en faire un hôtel.

Quel a été l'impact du FAIEJ dans votre vie personnelle au-delà des affaires ?

J'ai appris à prendre des décisions par moi-même, à me fixer des objectifs à court et à long terme. Je m'organise de telle sorte qu'en début d'année, je mets ce que je dois faire durant l'année par écrit. Actuellement je ne peux pas dire que j'ai réussi mais je suis quand même rassuré que tout ira pour le mieux.

Un conseil pour les autres jeunes comme vous ?

Je leur recommande la détermination ; il faut que chacun se fixe un objectif et se dise que quelque soit les difficultés traversées, je dois parvenir à une fin. Il est souvent dit que la vie est un combat donc il faut toujours se battre sans cesse jusqu'au dernier souffle.

Marc Aboflan



PAEIJ-SP

JCAT

Un nain aux pas de géant !



Magasin de stockage de la JICAT à DATCHA

A la vieille usine textile de Datcha, environ 150 km au nord de Lomé, dans la préfecture de l'Ogou, la vie peu à peu reprend ses droits.

Dans les entrepôts désaffectés de cette usine qui fit jadis la gloire du Togo, les incessants va-et-vient des camions lourdement chargés de sacs de soja pour la jeune entreprise JCAT (Jonction de Croissance Agricole au Togo), troublent le silence à longueur de journée.

Spécialisée dans la production, la certification et l'exportation du soja biologique vers l'Europe, la JCAT, malgré une taille modeste, affiche des performances qui la classent au rang des PME à fort potentiel de croissance au Togo. A l'origine

de cette success story, un jeune : Yao Toyo, agroéconomiste, diplômé de l'Université de Lomé.

En 2011, Yao Toyo jette les bases de son entreprise, alors qu'il était administrateur de projets dans une ONG. Au début, l'activité de la JCAT consistait en l'achat auprès des producteurs, du soja conventionnel, revendu à des Asiatiques installés au Togo. Très vite, attiré par les coûts du soja biologique sur le marché international, l'entreprise migre vers ce label. «Vu les tendances du marché, on a compris qu'il fallait vite migrer vers le bio qui est plus compétitif sur le marché surtout européen. Le marché est disponible et le prix est aussi plus intéressant », explique le jeune PDG.

LE PAEIJ-SP À LA RESCOURSSE !

La production du soja biologique est assujettie à des normes strictes édictées par des organismes internationaux de certification spécialisés en la matière. Le système de production est basé sur la traçabilité, la documentation de toutes les opérations menées avec des producteurs. Aussi, pour réussir dans cette nouvelle aventure, le jeune entrepreneur a-t-il organisé les producteurs dans trois préfectures de la région des Plateaux: Ogou, Anié, Est-Mono. De 100 au départ, le nombre de producteurs est rapidement passé à

1000. Mais en proie à des difficultés de trésorerie, l'entreprise avait du mal à absorber toute la production. « Avec 100 producteurs, nous avons pu exporter 500 tonnes en 2011. Avec le temps, nous avons agrandi le projet et nous sommes passés à 1000 producteurs. Mais nous avons des difficultés de trésorerie et nous n'arrivions pas à acheter toute la production », précise M. Toyo.

Ainsi, en 2014, sur les 2000 tonnes produites, la JCAT n'a pu collecter que 800 tonnes. Même si l'année suivante, l'entreprise a fait mieux en exportant

1500 tonnes sur les 3000 produites, elle était loin de venir à bout de ses difficultés de trésorerie. « Nous avons consolidé notre trésorerie, mais on était loin du compte. Sur le terrain il y avait un véritable problème de confiance entre les producteurs et nous. Si nous n'avions pas l'argent cash, il était impossible pour nous d'acheter les produits », souligne l'entrepreneur.

Ces difficultés vont cependant progressivement s'estomper à partir de 2016, une année décisive dans l'histoire de la JCAT. C'est en effet cette année-là, que Yao Toyo fit la connaissance

du PAIEJ-SP. Dès lors, les activités se sont accélérées. « Nous avons eu la chance, en 2016, de découvrir le PAIEJ-SP qui était à ses débuts. En 2017, notre société a été mise en relation avec la BOA (NDLR : Bank of Africa)». Ce contact avec la BOA a permis au jeune entrepreneur de bénéficier d'un crédit de 100.000.000 FCFA, remboursé en trois mois grâce à un chiffre d'affaires de 235.000.000 FCFA. « Ce crédit de la BOA nous a permis d'augmenter nos volumes d'expédition à 2000 tonnes », raconte-t-il.



En 2018, le PAIEJ-SP a facilité à la jeune entreprise un concours financier d'ORABANK, d'un montant de 150.000.000 F CFA. Avec un volume d'exportation de 3500 tonnes, l'entreprise a engrangé un chiffre d'affaires annuel de 1.057.500.000 FCFA ; de quoi lui permettre de solder rapidement le crédit reçu.

En janvier 2019, un nouveau financement d'ORABANK à hauteur de 400.000.000 FCFA permet à la JCAT de passer à l'échelle. L'entreprise table à cet effet sur un chiffre d'affaires annuel de 2.350.000.000 FCFA pour une exportation de 10 000 tonnes de soja bio certifié. Yao Toyo se félicite par ailleurs de l'accompagnement du PAIEJ-SP, qui lui a permis de s'affirmer sur plusieurs plans. « La relation avec le PAIEJ-SP a renforcé nos capacités en termes de management du projet. Nous sommes maintenant aguerris pour mener des réflexions suivant plusieurs pistes : la gestion du personnel, la gestion de l'entreprise en termes des forces et faiblesses, la gestion des clients. Avec le PAIEJ-SP, étant donné que nous sommes sur une approche chaîne de valeurs, il y a eu une mise en relation de tous les acteurs. Nous avons eu des discussions de haut niveau avec nos clients pour mieux corriger les contrats de marché. Avec nos producteurs, nous avons mis en place des contrats de production qui permettent de définir les postes de responsabilité de chaque acteur.

Et sur le plan technique, nous avons beaucoup bénéficié de l'appui et des conseils du Projet. Pour ne pas exagérer, nous pouvons dire que cela nous a aidés à mieux peaufiner notre vision en termes de gain de marché biologique en Europe. Sur le plan financier, les crédits sont venus à point nommé répondre à nos difficultés de trésorerie. Cela nous aide à mieux collecter les produits et à respecter les engagements envers nos clients. Ainsi la confiance est née grâce à notre respect des délais de livraison, et les remboursements aussi suivent sans trop de souci au niveau de la banque », témoigne -t-il.

La JCAT exporte vers les pays de l'Union Européenne, tels que la France et l'Italie. L'entreprise emploie directement 108 personnes : 18 personnels administratifs, 5 techniciens agricoles, 42 animateurs endogènes, 50 chargeurs, 30 femmes pour le vannage et le triage des grains au magasin central.

Entreprise structurante dans la chaîne de valeur " Soja biologique ", la JCAT permet l'insertion de 167 primo-entrepreneurs individuels et 3 018 primo-entrepreneurs en groupements.

Au Salon International de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de Lomé (SIALO) en 2018, la JCAT faisait l'objet d'une grande attraction. « Au SIALO, on a fait forte impression par rapport à l'agriculture biologique. Nous avons inspiré beaucoup de personnes qui se sont intéressées à nous pour une

collaboration. Nous avons noué des contacts et pris des propositions pour le futur. Des organisateurs d'événements nous ont invités pour des communications sur l'agriculture biologique », résume le jeune PDG.

L'AVENIR EN PLUS GRAND

Grâce au PAIEJ-SP qui lui permet aujourd'hui de surfer sur l'engouement autour de l'agriculture biologique, Yao Toyo voit l'avenir en plus grand. Le jeune entrepreneur table sur une augmentation de la production et sur une diversification des cultures destinées à l'exportation.

« Dans 5 ans, je me dis qu'on serait à une étape où on pourrait nous comparer à la nouvelle société cotonnière du Togo et même à une échelle plus élevée. Etant donné que nous sommes dans la promotion du bio, il y a la durabilité dans nos activités ; les terres seront plus disponibles pour une augmentation de la production. Nous avons l'ambition de couvrir toute la région des Plateaux dans cet objectif de promotion de l'agriculture biologique. Par ailleurs, nous développons des projets sur d'autres cultures afin d'entrer en rotation pour maintenir cette image bio dans notre secteur d'activité.», prévoit l'entrepreneur.

Franck Nonnkpo

AGROKOM

ORGANIC AGRICULTURE





Usine de transformation du soja de la société Agrokom

AGROKOM SARL

Leader de la transformation du soja biologique

Située à Vakpossito, dans la banlieue ouest de Lomé, "AGROKOM" Sarl est l'entreprise structurante dans la chaîne de valeur « Huile et tourteau de soja et soja biologique ». Elle est spécialisée dans l'exportation et la transformation du soja biologique en tourteau et huile.

Gestionnaire de formation, Daniel Komlan est à la tête de cette structure, dont il lance les activités en 2012, après plusieurs années de service comme comptable dans une société de la place. Après des débuts difficiles, l'entreprise s'est raffermie grâce au soutien du Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs

(PAEIJ-SP). Aujourd'hui, AGROKOM Sarl fait figure de leader dans son domaine au Togo.

UN PROCESSUS DE TRANSFORMATION LONG ET DIFFICILE

Jusqu'à l'intervention du PAEIJ-SP en 2018, l'activité à "AGROKOM" était basée sur le soja conventionnel acheté auprès de quelques producteurs que Daniel Komlan a organisés dans la préfecture du Haho. Une partie de la production était exportée ; l'autre était transformée en tourteau et huile grâce

à une machine de marque chinoise que l'entrepreneur a achetée en France en 2011, et qui n'était pas assez efficace pour une transformation rapide et à grande échelle. « A l'usine, des femmes, au nombre de 12, trient et vannent les grains qui sont ensuite broyés. Le produit obtenu passe dans la presse qui sépare l'huile du tourteau. Ce dernier est envoyé dans le torréfacteur pour être cuit pendant 30 minutes à une température d'environ 120° avant d'être broyé. Le produit fini est conditionné en sacs de 50 kg. L'huile quant à elle, est mise à décantation pendant 30 jours au bout desquels toutes les matières solides se déposent au fond.

Débarrassée de toutes impuretés, elle est mise en bidons de 1 et 5 litres », explique Daniel Komlan.

Environ trois cent (300) tonnes de soja étaient ainsi annuellement transformés et exportés ; le chiffre d'affaires oscillait entre 40 et 60 millions de FCFA. Dans son ambition de passer à l'échelle, le jeune entrepreneur s'est adressé à certaines banques qui n'ont pas cru en son projet.

PLUS DE FACILITÉS GRÂCE AU PAEIJ -SP

Lorsqu'en 2017, Daniel Komlan fit la connaissance du PAEIJ-SP, il était loin d'imaginer qu'il s'embarquait dans une nouvelle aventure entrepreneuriale qui le propulserait au rang de leader dans son milieu. « En 2017, j'ai été contacté par le coordonnateur du PAEIJ-SP. Nos conversations ont porté sur le Projet que je découvrais pour la première fois. C'est à partir de cette rencontre qu'est née ma relation avec le PAEIJ- SP », raconte-il.

Grâce au Projet, l'entrepreneur a bénéficié en avril 2018 d'un crédit de 150 millions FCFA auprès d'ORABANK: 70 millions pour l'achat de nouveaux équipements et 80 millions comme crédit de campagne.

Ce financement marque un nouveau départ pour l'entreprise qui améliore son rendement grâce aux nouveaux équipements qui assurent un processus de transformation facile et rapide. « Aujourd'hui nous utilisons une machine qui casse la graine et la cuit à la bonne température. La cuisson est très rapide et se fait en 12 secondes ! La température monte rapidement à 150°, ce qui permet d'obtenir très vite le tourteau qui garde tous ses éléments nutritifs. Sortis de la nettoyeuse, les grains passent dans l'extrudeuse et ensuite dans la presse. Là les deux produits, l'huile et le tourteau, sont séparés. Le tourteau passe ensuite dans le broyeur et on obtient le produit fini. De son côté, l'huile passe dans les filtres pour être



débarrassée de ses impuretés, avant d'être mise en boîtes», décrit le jeune PDG. « Nous n'ajoutons aucun élément extérieur à nos produits qui restent 100% naturels », ajoute-t-il.

A la fin de la campagne 2017-2018, AGROKOM Sarl a exporté et transformé 800 tonnes de soja bio. De quoi engranger un chiffre d'affaires de plus de 300 millions de FCFA. Le nombre d'emplois permanents quant à lui, est passé de 4 à 11, sans compter la dizaine d'encadreurs qui coordonnent les activités de l'intérieur du pays depuis le bureau de Sotouboua. Par ailleurs, avec les 3 entreprises agrégatrices "Trésor agricole", "Aidons-nous" et "Aide-toi, le ciel t'aidera", c'est en tout 226 jeunes primo entrepreneurs individuels et 3 601 primo en groupements qui sont insérés à travers AGROKOM Sarl, dans la chaîne de valeurs « Huile et tourteau de soja et soja biologique », dans les préfectures de l'Est-Mono, Anié, Ogou, Blitta, Sotouboua, Tchamba, Kozah, Bassar, Dankpen et Doufelgou.

Avec un nouveau financement de 150 millions FCFA obtenu en décembre 2018 pour la campagne 2018-2019, l'entreprise table sur une production massive. Il est ainsi prévu l'exportation et la transformation de 3000 tonnes de soja bio, pour un chiffre d'affaires prévisionnel de 900.000.000 FCFA en fin de campagne. D'ores et déjà AGROKOM Sarl a dans son carnet, une commande de 1000 tonnes de tourteau d'un client français. L'effectif

du personnel à l'usine passera à cet effet, à 16 travailleurs, ceci pour assurer un système de rotation.

Première entreprise togolaise à certifier le tourteau du soja bio à destination des pays de l'Union Européenne, AGROKOM Sarl compte rester leader dans son domaine. « Sur le plan national, nous sommes la première entreprise à obtenir la certification du soja biologique transformé. Le pays était admis à exporter la graine brute du soja vers l'Union Européenne mais pas le tourteau. Nous avons donc mené des démarches et en juin 2018, la Commission de l'Union Européenne a ouvert la destination Togo pour la production et l'exportation du tourteau », se félicite le directeur général.

A l'horizon 2025, Daniel Komlan ambitionne de transformer toute la matière première sur place. « Dans 5 ans, nous comptons transformer toute la matière première ici et exporter les produits finis. Pour le moment, c'est environ 10% de la production que nous transformons », projette-t-il.

Par-dessus tout, le directeur général d'AGROKOM Sarl se dit reconnaissant envers le PAEIJ-SP qui lui a ouvert les portes du financement et lui permet de mieux organiser les producteurs à la base.

Franck Nonnkpo

ORABANK TOGO

pionnier du financement agricole
à travers le PAEIJ-SP

Notre marque est ...

**Humaine
Engagée
Audacieuse**

Notre marque est ...

Guy Martial AWONA, DG ORABANK TOGO



ORABANK TOGO est membre de la holding ORAGROUP présente dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, présente sur toute l'étendue du territoire national à travers 38 agences. Egalement membre de l'Association Africaine de Crédit Rural et Agricole (AFRAKA), la Banque s'est très tôt positionnée pour accompagner la mise en œuvre du projet d'appui à l'employabilité et l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAEIJ-SP) en 2017. Guy Martial AWONA, le Directeur Général d'ORABANK Togo a bien voulu revenir pour Chroniques de la base sur les contours de ce partenariat.

Chroniques de la base : Bonjour Monsieur le Directeur Général. Comment votre institution bancaire en est-elle venue à financer de jeunes entrepreneurs agricoles dans le cadre du PAEIJ-SP? ORABANK TOGO a été sélectionné comme opérateur financier à l'issue d'un appel à manifestations d'intérêt lancé par le PAEIJ-SP, qui a fait le choix de confier le financement des entreprises agricoles qu'il encadre, à une banque commerciale afin de créer les conditions de durabilité du mécanisme de financement au-delà de la vie du projet.

Le choix de ORABANK TOGO par le projet, a été dicté par sa bonne santé financière et son expérience réussie dans le financement des IMF. Je rappelle que ORABANK TOGO est le premier opérateur du marché bancaire togolais. Ainsi, la motivation de la banque à soutenir le projet vient du fait que le PAEIJ-SP s'inscrit dans la vision de ORABANK qui est de participer au financement du secteur agricole pour en faire un secteur rentable. ORABANK considère que l'agriculture doit être un levier majeur de croissance, de création de richesse et vecteur d'amélioration des conditions de vie des populations.

Il faut noter que l'agriculture contribue à 40% au PIB du Togo, devant tous les autres secteurs de l'économie. Elle occupe également la majeure partie soit plus de 60% de la population togolaise. C'est dire l'importance du secteur agricole qui pour se développer et créer encore plus de richesses, a besoin du soutien d'une banque commerciale comme la nôtre.

Vous savez, le financement de l'agriculture était un volet important du plan stratégique 2016 - 2018 de

ORABANK TOGO, reconduit dans la stratégie 2019-2021 pour un volume d'investissement en accroissement. En 2016, nous avons décidé de consacrer sur fonds propres une enveloppe minimum de 2 milliards de francs CFA aux PME du secteur agricole et une enveloppe minimum d'un milliard en ligne de refinancement aux IMF afin d'améliorer leur capacité de financer les jeunes entrepreneurs agricoles.

Le mécanisme mis en place implique l'accompagnement technique des PME et jeunes entrepreneurs agricoles avant et après le financement ce qui permet de réduire le risque inhérent au secteur agricole.

Le taux de bancarisation en milieu rural est très faible et ORABANK entrevoit une opportunité pour élargir sa base clientèle.

Vous octroyez des crédits allant jusqu'à 150 millions FCFA pour un jeune entrepreneur. Comment cela fonctionne-t-il ? Comment garantisseriez-vous votre investissement ?

Le mécanisme combine l'accompagnement technique avant et après le financement avec les instruments comme la ligne de crédit pour le refinancement des institutions de microfinance partenaires et la garantie de partage de risque avec les institutions de financement.

Le mécanisme de financement s'appuie sur ORABANK TOGO acteur principal pour Financer les acteurs sur toutes les chaînes de valeurs agricoles encadrées par le PAEIJ-SP. Ce financement se fait de deux façons : un financement direct et un financement indirect.

Dans la première option, ORABANK TOGO

Finance directement sur ressources propres les PME du secteur agricole (Unités de transformation, Agrégateurs, Exportateurs) pour leurs besoins en fonds de roulement et en investissement. Depuis le début du projet, huit (08) PME du secteur agricole ont été financées à hauteur de 1 060 342 867 FCFA. L'encours actuel est de 541 155 794 FCFA.

Dans le second cas, nous finançons les institutions de microfinance qui à leur tour participent au financement des organisations de petits producteurs et des primo entrepreneurs agricoles. A ce jour quatre (04) IMF ont reçu un financement d'un montant de 655 707 109 FCFA avec un encours de 642 059 304 FCFA.

Il y a une certaine fébrilité des banques à financer l'entrepreneuriat des jeunes au Togo. Comment pouvez-vous expliquer cela ?

Les petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries togolaises sont sérieusement confrontées à la problématique du financement et de l'accès au crédit. Elles souffrent des modalités d'accompagnement auprès des banques et du gouvernement togolais ; ce qui freine leurs productions et leurs performances et menace leur pérennité. Ainsi rares sont celles d'entre-elles qui parviennent à prospérer dans leur secteur d'activité. Elles constituent pourtant l'un des maillons essentiels de l'économie nationale avec une participation de plus de 80% à l'activité économique du Togo. Face à cette situation, certains jeunes entrepreneurs ont dû choisir d'aller vers les pays voisins comme le Bénin, le Ghana ou encore vers les pays de l'hinterland. Afin de remédier au problème, le président de la Chambre du commerce,

Germain Meba a appelé les banques togolaises à apporter leur soutien à l'entrepreneuriat des jeunes au Togo. Le responsable a aussi exhorté les PMI et PME à se tourner vers le Fonds de solidarité africain (FSA) qui a accordé en termes de garanties, plus de 383 milliards francs CFA, dont 38 milliards pour le Togo.

Mais au-delà des difficultés de financement, les PME/PMI du Togo doivent faire face aussi au coût élevé des régimes fiscaux, des facteurs de productions et la lourdeur observée dans les procédures administratives. Sur ces terrains et concernant le manque de financement, le gouvernement fait des efforts en procédant à diverses réformes et en mettant sur pied des mécanismes de garantie et aussi de financement pour les structures privées.

Comment ORABANK envisage-t-elle la suite de son engagement sur le PAIEJ-SP et à long terme aux côtés du Gouvernement?

ORABANK TOGO compte poursuivre son partenariat avec le PAIEJ-SP. Au vu des besoins exprimés par les PME du secteur agricole, nous projetons de revoir à la hausse le plafond de leur financement, après discussion avec le PAIEJ-SP et les autres partenaires du projet.

Les petites entreprises (Agrégateurs) du secteur agricole passeront d'un plafond initial de 50 millions de FCFA à 100 millions de FCFA, les entreprises structurantes, verront leur plafond initial de 150 millions CFA relevé à 500 millions FCFA. Le secteur rural en général bénéficiera dans les prochaines années d'une attention plus soutenue de la banque.

ORABANK affirme sa volonté de pousser la réflexion et développer des approches de financement structurées et sécurisées adaptées à ce secteur

Quelles sont selon vous les conditions pour que d'autres institutions bancaires vous emboitent le pas en soutenant l'entrepreneuriat des jeunes ?

Chez Orabank l'accompagnement des jeunes s'inscrit dans une dynamique RSE qui cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Pour que l'entrepreneuriat des jeunes ait davantage d'impact sur la création d'emplois et la promotion du développement durable, les décideurs doivent améliorer le cadre réglementaire en s'efforçant d'éliminer les obstacles qui empêchent les jeunes entrepreneurs de lancer leur entreprise, en mettant en place un système d'inscription en ligne ainsi que des réglementations simplifiées, en réduisant la stigmatisation

autour de la faillite et en facilitant le lancement de nouveaux projets.

Il est essentiel que les services d'aide aux entreprises veillent à ce que les jeunes entrepreneurs obtiennent le soutien approprié. Les secteurs public et privé ainsi que d'autres partenaires intéressés peuvent s'associer pour améliorer la formation et le développement des compétences, et s'assurer que les compétences acquises par les jeunes correspondent mieux aux besoins du marché du travail. Il est également indispensable de renforcer les capacités des enseignants. La formation professionnelle et l'apprentissage doivent aussi être améliorés. Les décideurs peuvent ouvrir la voie en matière d'appui à l'acquisition de technologies et à l'innovation en prenant des mesures d'incitation qui encourageront le secteur privé à investir. Ils pourraient également promouvoir la mise en place de cadres réglementaires et de politiques d'innovation favorables, l'investissement dans l'enseignement et la formation de niveau supérieur, ainsi que la R-D.

Des investissements doivent également être réalisés dans l'infrastructure technologique afin de jeter les bases d'une économie numérique prospère, de stimuler le développement de l'innovation et de faire en sorte que les jeunes aient accès aux connaissances et aux compétences nécessaires pour exploiter la technologie et créer des produits et services commerciaux. En plus de réformer le système financier, les gouvernements, appuyés par des entités du secteur financier et des organisations non gouvernementales (ONG), pourraient étudier les moyens d'améliorer l'intégration financière. Les exigences en matière de garanties, le niveau élevé des frais bancaires et le manque de connaissances financières sont les principaux obstacles auxquels les jeunes heurtent.

Parmi les mesures proposées figurent la constitution de garanties, le financement soutenu par le renforcement des capacités et les systèmes spéciaux de paiement par téléphone portable. Les jeunes doivent être des partenaires et des collaborateurs dans le cadre de l'entrepreneuriat. À cette fin, les pouvoirs publics, les ONG et le secteur privé doivent se concerter pour concevoir des moyens d'associer les jeunes et de promouvoir le développement de réseaux et d'associations qui défendent les jeunes entrepreneurs.

Propos recueillis par
Oubaidallah Sabi

GUÉNOU KOMLAN JOSUÉ

Petit poisson deviendra grand



Lancé officiellement le 24 avril 2016 et entré dans sa phase active en juin 2016, le Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAIEJ-SP) vise à créer les conditions d'une croissance économique plus inclusive à travers la promotion de l'entrepreneuriat dans les secteurs porteurs. La stratégie du PAIEJ-SP est basée sur l'approche chaînes de valeur agricoles (CVA) et le développement de clusters agro-industriels afin de consolider la base industrielle du Togo.

La quarantaine, producteur de maïs, Guénoou Komlan Josué, est l'un des

primo entrepreneurs inséré dans la chaîne de valeur « farines enrichies ». Propriétaire d'une grande plantation dans le canton d'Atchanvé (préfecture de Haho), le jeune entrepreneur est à la tête d'une entreprise promise à un succès certain.

PLEINS FEUX SUR UNE ENTREPRISE EN DEVENIR !

D'une superficie de 3 hectares, entièrement dédiée à la culture du maïs pour les besoins de la famille, la première exploitation de Josué est située en bordure de la nationale N°1 à Amato, à 3km au sud-est de

Notsè. Un peu plus loin à l'intérieur des terres (à Koutovekoè, 8km au sud-est de Notsè), s'étend à perte de vue, la seconde exploitation: 12 hectares dont 5 consacrés à la culture du maïs.

Au bout du sentier tortueux menant à la grande plantation, un espace aménagé pour l'habitation, accueille les visiteurs. A quelques mètres de là, gît un imposant grenier traditionnel, érigé sur pilotis. C'est le fruit de toute une saison agricole, jalousement gardé à l'abri des termites et des rongeurs. Ce grenier porte l'espoir du jeune entrepreneur de pouvoir s'acquitter de son premier crédit contracté auprès de

la Coopérative d'Épargne et de Crédit des Assemblées de Dieu (COOPEC-AD), grâce au PAEIJ-SP.

CONTRE VENTS ET MARÉES

La terre ne trompe pas ! Convaincu de ce dicton populaire, Josué Komlan Guénoù, après des études secondaires premier cycle, s'est lancé dans l'agriculture. Cette passion pour la terre, Josué l'a héritée de son père qui, très tôt, l'y a initié. « J'ai appris à travailler la terre grâce à mon père. Et aussi longtemps que Dieu me prêtera vie, je continuerai à travailler la terre », confie-t-il.

L'aventure du jeune homme a commencé en 2002 avec une modeste exploitation d'un (1) hectare, qui s'est agrandie au fil des années. « J'ai commencé en 2002 avec peu de moyens. La saison suivante, je suis passé à deux hectares. Avec le temps, mon champ s'est agrandi et s'étend aujourd'hui sur 12 hectares. A cela s'ajoute un autre terrain de 3 hectares que j'ai loué au bord de la route (Nationale N°1, ndlr) », explique Josué.

Sur cette vaste étendue de terre de 15 hectares, où Josué cultive l'igname, le soja, le coton et surtout le maïs, le rendement n'était pas toujours au rendez-

vous, le jeune agriculteur ne pouvant compter que sur ses connaissances empiriques. Pas d'appui, pas de conseils d'une institution agricole ! « Je n'avais pas de suivi ; le rendement était faible. Par exemple, au cours de la campagne agricole 2015-2016, j'avais fait 3 hectares de maïs et récolté 4 tonnes », témoigne Josué. Par ailleurs, pour écouler sa production, Josué devait composer avec des commerçants qui, la plupart du temps, fixaient les prix au gré de leurs humeurs. Naviguant à vue dans cet océan de difficultés qui lui paraissaient interminables et sans issue Josué va faire la connaissance du PAEIJ-SP.

PAEIJ-SP : LE CANOT DE SAUVETAGE !

C'est en janvier 2017 que Josué apprend pour la première fois l'existence du PAEIJ-SP. « J'ai eu l'information grâce à un vétérinaire qui venait soigner mes animaux à la ferme.

Je suis allé à l'ICAT (Institut de Conseil et d'Appui Technique, ndlr) pour plus d'éclaircissement. J'ai ensuite déposé mon dossier et j'ai été sélectionné. Il s'en est suivi la phase des interviews à Atakpamé et celles des formations

notamment sur l'entrepreneuriat, le cluster agro-industriel, les outils simplifiés de la gestion etc. », se rappelle le jeune entrepreneur.

Cette rencontre avec le PAEIJ-SP permet aujourd'hui à Josué de sortir de l'ornière. Ainsi un crédit de 1.200.000 FCFA lui a été octroyé par l'intermédiaire de la COOPEC –AD, pour la campagne agricole 2018-2019. Ce financement a permis à l'agriculteur de porter son activité à l'échelle. « Avec le PAEIJ-SP, j'ai eu beaucoup d'ouverture, que ce soit sur le plan de mes propres activités que sur le plan de contact avec des institutions qui peuvent m'accompagner dans mes activités. J'ai pu accroître ma capacité de production. Dans le temps, je ne faisais que 3 hectares. Mais durant la campagne 2018-2019, j'ai pu emblaver 6 hectares de maïs », se félicite –t-il.

Par ailleurs, grâce au PAEIJ-SP, Josué a pu formaliser son entreprise affectueusement dénommée "Entreprise privée Professionnelle Agricole Agblényo" (EPPA -Agblényo). « Avant, lorsqu'on parlait d'entreprise, nous paysans, pensions que cela ne concernait que ceux qui travaillent au bureau. Jamais je n'avais pensé qu'on pouvait créer son entreprise même en étant au champ. C'est le PAEIJ-SP qui m'a ouvert les yeux », confesse-t-il.

EPPA-Agblényo emploie aujourd'hui deux travailleurs permanents et une vingtaine de travailleurs saisonniers. La campagne agricole 2018-2019 terminée, l'entrepreneur table sur un chiffre d'affaires de 1.500.000 FCFA.

Face aux aléas liés à son activité (mauvaise pluviométrie, rongeurs, termites) et à l'avenir de son entreprise, Guénoù Komlan Josué se veut stoïque. « Nous sommes des combattants, on continue la bataille », clame –t-il.

Franck Nonnkpo



Grenier à maïs dans la ferme de Jsié Guénoù

ANVT

PORTRAITS DE VOLONTAIRES



L'INCLUSION DES PERSONNES HANDICAPÉES PAR LE VOLONTARIAT.

Depuis 2018, l'ANVT, dans le cadre du projet Emploi Décemment pour les personnes Handicapées (EDPH) porté par la Fédération Togolaise des Associations de Personnes Handicapées (FETAPH) et financé par la BMZ, a bénéficié du renforcement de capacités en matière de travail avec les personnes handicapées et de deux ordinateurs avec logiciels spécialisés pour les personnes non-voyantes

pour leur inscription en ligne.

Aujourd'hui 133 volontaires en situation de handicap sont en mission sur l'ensemble du territoire national. Chroniques de la base dresse ici le portrait de 3 d'entre eux !

ADJANLA MANAWA, UNE PERSONNE HANDICAPÉE QUI FORCE L'ADMIRATION

Manawa Adjanla fait partie de ces jeunes que la nature semble avoir privé de tout. Depuis sa naissance, Manawa n'a connu la joie d'échanger avec ses semblables qu'à travers le langage des signes. Privé de l'ouïe, Manawa est aussi privé de parole. Ce qui le rend différent des autres. Mais cette différence, au départ moquée par son entourage, a fini par imposer respect et admiration dans son environnement, quand vint le jour où il décida de devenir volontaire d'engagement citoyen (VEC) dans sa commune à Kara.

A 19 ans, Adjanla Manawa est le 4ème fils d'une fratrie de 11 enfants. C'est avec sa sœur cadette, aussi frappée du même handicap, qu'il s'est enrôlé pour le programme VEC.

UN VOLONTAIRE TALENTUEUX

« Je me rappelle avoir douté de ses capacités à faire ce travail, le jour où ce jeune homme s'est présenté pour l'inscription. Accompagné d'une personne ressource du quartier, j'avais posé de nombreuses questions pour m'assurer que c'était de sa propre volonté qu'il avait décidé de s'engager. Et son accompagnant était visiblement amusé », témoigne Kanzou Mèhèza, agent de terrain des VEC de la ville de Kara.

Cette attitude de réserve vis-à-vis de ses aptitudes que l'agent de terrain avait adoptée, Manawa la vivait au quotidien. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le jeune homme vivait presque reclus loin des autres. Pour les quelques amis

du quartier qui pouvaient dialoguer avec lui, c'était avec des signes et mimiques hilarants.

Mais avec le temps, il a fini par être très apprécié de ses collègues volontaires. Parfois, ces derniers improvisent des gestes afin de pouvoir échanger avec lui. Le tout dans une ambiance décontractée. « Il n'est pas du tout



paresseux, je pense que du fait de son handicap, il s'adonne totalement à la mission. Il est toujours souriant et c'est une personne attachante et humble », témoigne Baneke Manabawayi, un des volontaires interrogé sur le lieu de travail.

Mais dans son cercle restreint d'amis, Manawa est un jeune que la nature a doté de grandes capacités. « Quand Dieu te prive de certaines capacités naturelles, nous confie Biteniwé Essonana, son superviseur sur le terrain et volontaire sénior, il t'en développe d'autres. C'est

un garçon très intelligent, dynamique et doué d'une grande volonté. Il fait partie des jeunes volontaires à qui j'ai enseigné le tissage de paniers. Manawa m'a surpris agréablement en assimilant en un temps record le tissage de panier en raphia. Aujourd'hui, il est en avance sur les autres apprenants. En 2 heures, Manawa tisse plus de paniers que les autres. Etant enseignant retraité, cela ne m'étonne pas vraiment. Et j'ai même décelé d'autres capacités latentes en lui. Bien souvent, les personnes avec un handicap ont des capacités exceptionnelles et il leur faut un cadre pour pouvoir les exprimer ».

UN VOLONTAIRE AMBITIEUX

Essonana Biteniwé est un enseignant qui a plus de 30 ans de carrière dans l'éducation des jeunes. Volontaire sénior sur le volet VEC à Kara, le « surveillant » Biteniwé ne tarit pas d'éloges vis-à-vis des talents du jeune Manawa qu'il a décidé de suivre particulièrement en dehors des activités

de volontariat. Il est émerveillé par ce volontaire, à la « main gauche habile » à qui il prévoit d'apprendre à faire aussi les manches de dabas, destinées aux cultivateurs de la région.

Le jeune volontaire lui-même ambitionne de devenir un grand menuisier. Et pour Biteniwé, devenu par la force des choses, son ange-gardien, il fera un bon menuisier ici à Kara. Avec toutes les connaissances acquises dans le tissage des paniers et la fabrication des manches de dabas, Adjanla Manawa peut s'offrir une vie décente et meilleure.

APRE AYABA

HUMOUR ET SOLLICITUDE POUR SURMONTER SON HANDICAP



Apré Ayaba, jeune économiste de formation n'a jamais eu l'occasion de se servir de ses membres inférieurs. Issu d'une famille d'agriculteurs de la région de Kara, dans le nord du Togo, il a grandi dans un environnement bien souvent hostile à son intégration. Pour les rares fois où on l'aide à descendre du taxi, soit pour rentrer dans son bureau à la Direction régionale de l'Agriculture à Kara, soit pour rentrer chez lui à Dongoyô, un quartier de la périphérie de la ville, Apré réalise que l'inclusion des personnes atteintes de handicap est loin d'être une réalité.

LE HANDICAP SOURCE DE MOTIVATION

Cette situation n'a aucunement eu un impact sur la motivation du jeune volontaire national de la 6ème vague, en mission à la Direction régionale de l'agriculture depuis 2013. Bien au contraire. Plus qu'un défi, le handicap de Apré a été pour lui une source de motivation. Il a réussi à même oublier sa situation, car selon lui, le handicap est beaucoup plus psychologique que physique. Et c'est par sa performance et sa rigueur au travail, qu'il le prouve à ses collègues. « Il m'est arrivé une fois d'entendre mon collègue dire à un autre que je ne saurais faire le travail que ce dernier voulait me confier. A la raison de savoir pourquoi, il répond : tu connais sa situation ! ».

Ce fut un défi que le volontaire s'est empressé de relever. Aujourd'hui, tous ses collègues sont unanimes sur ses compétences et son efficacité. Son tuteur, M. Tritokna Kpandika est souvent surpris par tant de dynamisme et d'énergie dégagés par le jeune économiste : « je me suis rendu compte chez notre collègue Ayaba, que ce ne sont pas les pieds qui font le travail, mais le cerveau. Pour des tâches que je veux rapides et bien faites, je les confie à Ayaba. Il est toujours disponible et ouvert pour rendre service ».

LE HANDICAP COMME PHILOSOPHIE DE VIE

Pour le volontaire Apré, il ne sert à rien de s'apitoyer sur son sort. Pour s'intégrer facilement dans son environnement de travail, Apré conseille aux personnes handicapées une attitude proactive. « Le vrai handicap réside dans la tête et la conscience de celui qui le vit, et non sur son corps. Il faut créer son environnement de travail, montrer à tout l'entourage qu'on est doté des mêmes capacités, droits et devoirs. S'apitoyer sur son sort ne servira à rien. Si nous arrivons à surmonter tout cela, nous réussirons à sauter tous les verrous de la vie ».

CETTE PHILOSOPHIE, APRÉ L'ENSEIGNE MÊME AUX JEUNES ET AUX STAGIAIRES QU'IL RENCONTRE.

Marie Atakora est étudiante en fin de cycle de la Licence en Statistiques et Mathématiques appliquées à la faculté socio-économie de l'université de Kara. Le hasard a voulu qu'elle se retrouve, 3 ans après son baccalauréat, stagiaire à la direction des statistiques agricoles, avec comme tuteur Apré. Cette même personne qui a été son répétiteur de la classe de 3ème en terminale D.

Marie relate le plaisir qu'elle a eu lorsqu'elle a appris que c'est son répétiteur qui allait être son maître de stage : « Quand j'ai appris qu'une partie du travail allait se faire avec M. Ayaba, j'ai été très contente car je me suis rappelée l'atmosphère de travail qui régnait pendant les séances de répétition. Un homme simple, amusant et très compétent. Il avait cette facilité à expliquer les choses. Je vous affirme que j'ai puisé l'essentiel de ma motivation de ses conseils et de son attitude face aux agissements des gens vis-à-vis de son handicap. Parfois on lui refuse de monter dans des taxis à cause de son handicap. Mais c'est avec un sourire qu'il accepte et ne fait pas de problème. Je m'étonne de le voir toujours souriant, enclin à faire rire les autres, ironisant parfois sur sa situation de handicap ».

Le volontaire a entrepris depuis 2017 le commerce des céréales. Son ambition est de développer une ligne de distribution de céréales des champs vers les zones urbaines du pays à travers des magasins qu'il compte créer dans les chefs-lieux des régions économiques du pays. Au même moment, Apré continue les formalités à l'Université de Kara pour faire un Master en Planification et Développement.

Anthelme KASSAWA

SOOME NAKPANE, UNE PASSIONNÉE AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS

Soome n'avait jamais pensé qu'en une seule nuit, sa vie basculerait. Alors étudiante, elle se retrouve à son réveil immobilisée, sans possibilité de bouger ses membres. En 2011, elle a été victime pendant la nuit d'une crise qui l'avait paralysée. Cet épisode, Soome le raconte larmes aux yeux, encore émue. Mais elle n'a pas voulu se lamenter sur son sort. Elle a pris son destin en main et est aujourd'hui volontaire nationale affectée à la communauté de Tchamba. Aujourd'hui, après plusieurs prises en charge médicale, elle a partiellement retrouvé sa mobilité. Mais son handicap ne l'empêche pas de s'engager au service des communautés.

Affectée à Alibi 1 et 2 depuis juin 2005, elle a appuyé les deux cantons à la réalisation de leur projet de développement communautaire. Dans la revue de ces différents projets, Soome a mené des campagnes de sensibilisation en vue d'un changement de comportement : les droits et devoirs des enfants, les violences basées sur le genre, la condition féminine.

Les enfants et les femmes, une priorité de sa mission A Alibi 1, son engagement a contribué à l'épanouissement des enfants du village.

En appui au plan de développement cantonal, elle a aidé à la construction d'un jardin d'enfants, en sensibilisant la communauté sur leur contribution à la réalisation du plan de développement. « Avant, les enfants de la maternelle étaient accueillis dans des conditions

impossibles à la merci des intempéries et pas adaptées à leur situation. J'ai aidé à accélérer le projet de construction du bâtiment. Aujourd'hui il n'est certes pas terminé, mais il sert déjà pour l'accueil des tout-petits du village », dit-elle avec fierté.

Aussi, a-t-elle dû intervenir pour réduire

sensibiliser sur l'utilité d'instruire les filles.

Aujourd'hui, elle est devenue incontournable dans le village. Elle participe à toutes les réunions organisées pour le développement et appuie la communauté dans la réalisation de leur plan cantonal de développement.



QUELQUES DIFFICULTÉS

Au début de sa mission, Soome a été confrontée à des difficultés. D'abord le dépaysement. C'était la première fois que la volontaire se rendait en zone rurale. Ensuite la barrière linguistique. Elle ne connaissait pas la langue locale. Elle a dû utiliser une langue courante à la région centrale, le Tem, pour se faire comprendre. Mais au cours de la mission, sa difficulté principale reste l'éloignement entre les 14 villages de sa zone de couverture. Mais Soome n'en démord pas pour autant. Elle s'organise et couvre avec régularité les villages qu'elle appuie dans sa mission.

Quant à son handicap, elle ne le considère plus comme une difficulté. Elle a appris à vivre avec et sa communauté d'accueil le perçoit à peine. « Nous ne la considérons même pas comme une personne en situation de handicap », a déclaré Yakirou OUDE, le président du comité cantonal de développement d'Alibi 1.

Marthe FARE

MENTION BIEN : Rodrigue TCHANGAYE, le couteau suisse du ministère

Rodrigue Magliwè Tchangaye, ancien volontaire de la première vague affecté au programme du volontariat national (actuelle Agence nationale du volontariat au Togo) a, en huit ans de service accumulé aussi bien de l'expérience en matière de suivi-évaluation que de superlatifs sur ses qualités professionnelles et humaines.

Après avoir fait ses premières armes dans des ONG et une entreprise agroalimentaire, Rodrigue entre au PROVONAT en 2011 en qualité d'assistant suivi-accompagnement des volontaires et des structures d'accueil. Il intègre ensuite l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT), créée suite au succès du PROVONAT, en tant qu'assistant suivi-accompagnement.

En 2017, il est promu assistant accompagnement et suivi-évaluation. A ce titre, il est en charge de l'accompagnement des Volontaires Internationaux de Réciprocité (VIR), des Volontaires d'Engagement Citoyen (VEC) et des Volontaires Sénior (VS) et de l'opérationnalisation du dispositif de suivi-évaluation de l'ANVT.

« Après 8 ans de gestion du volontariat national, je maîtrise le fonctionnement de l'Agence, les outils de gestion du volontariat national et spécifiquement les outils techniques et procédure de suivi-accompagnement et d'évaluation des volontaires nationaux, de planification et de suivi de la mise en œuvre des activités des différents projets et programmes de l'Agence. », confie -t-il.

Si Rodrigue a été recruté au sein même de l'agence qui l'a accueilli comme volontaire, c'est parce qu'il s'est distingué par sa disponibilité, le respect des délais dans l'organisation

du travail, le sens d'anticipation ainsi que ses connaissances des défis et des opérations internes de l'agence.

Le jeune homme se démarque également par sa ponctualité, sa polyvalence ainsi que ses capacités organisationnelles qui lui valent d'être régulièrement sollicité par le cabinet pour prêter main forte lors des événements du ministère.

Travailleur acharné et passionné par son métier, Rodrigue trouve satisfaction dans sa contribution aux performances de l'agence. Ce qui le pousse à travailler tard le soir et



même les weekends sur des dossiers urgents. « On se demande parfois s'il dort à la maison, car il est toujours le premier arrivé. C'est un gars tellement dévoué à la tâche, si ponctuel », témoigne l'un de ses collègues.

« Disponible, très assidu et rompu à la tâche, Rodrigue Magliwè Tchangaye est respectueux des procédures et règles de travail en vigueur, fait preuve de rigueur dans son travail et est capable de reconnaître les priorités et de les gérer », renchérit Omar Agbangba, Directeur Général de l'agence.



Le jeune homme est également motivé par l'atteinte de ses objectifs et la possibilité de battre tous les records et servir d'exemple.

« Bref, j'adore mon taf ! » s'extasie-t-il.

UN DOCTORAT EN SOCIOLOGIE POUR SERVIR DAVANTAGE LE DÉVELOPPEMENT

Pour Rodrigue, le Volontariat National, « en plus d'être un acte librement consenti d'offrir du temps, des compétences et des services, est une contribution citoyenne au développement des communautés, qui renforce aussi les compétences professionnelles du volontaire, est un outil de mobilisation inclusive des citoyens pour l'éradication de la pauvreté au Togo ». C'est donc convaincu de l'apport des volontaires au développement du pays que Rodrigue se dévoue corps et âme à sa fonction.

Le jeune homme occupe un poste stratégique et fait aujourd'hui la fierté de l'ANVT et c'est à juste titre qu'il a été élu par ses pairs « meilleur agent » de sa structure, en 2017.

« Le développement à la base est pour moi une condition nécessaire au développement, car il est centré sur les besoins fondamentaux des populations et sur leur propre capacité d'organisation. » explique Rodrigue.

Ses occupations ne l'ont toutefois pas empêché de décrocher

un doctorat en sociologie avec mention très honorable couronnant ses recherches sur la déperdition scolaire des jeunes filles en milieu rural.

Fidèle à lui-même, Rodrigue Tchangaye a élaboré quelques pistes à l'intention du gouvernement pour lutter contre ce phénomène. Cela passe par des mesures incitatives ou des bourses d'études à l'endroit des filles de familles défavorisées, la mise en place de clubs d'éveil dans les écoles et des cantines scolaires pour les plus pauvres.

Admirateur des artistes ivoiriens Alpha Blondy et Asafro de Magic system qui nés pauvres se sont hissés dans l'échelle économique et sociale à travers la persévérance, Rodrigue conseille aux jeunes Togolais : « commencez petit pour grandir, vous êtes jeunes, diplômés ou pas, battez-vous, mettez de la passion dans tout ce que vous faites. »

Toujours en quête d'évolution, le jeune homme envisage de devenir consultant en suivi-évaluation et de transmettre son savoir dans les universités du Togo. Assurément, l'infatigable et passionné Rodrigue Tchangaye n'a pas fini de marquer son entourage.

Oubaidallah Sabi

TMONEY

Transfert d'argent
Achat
Paiement

Pour y
accéder,
composez
***145#**

Gérez tout via votre mobile !

✓ Simple ✓ Rapide ✓ Sécurisé

Souscription au service
gratuite

La banque émettrice
BTCI



TMoney est un service qui vous permet de réaliser des opérations financières à partir d'un compte électronique associé à votre numéro de téléphone. C'est un service simple, rapide et sécurisé. L'activation du service TMoney se fait gratuitement pour tous les abonnés Togocel via le code *145#

Ouverture de compte Gratuit



Dépôts et Retraits d'argent



Dans nos agences et aux points agréés

Transfert d'argent Partout au Togo



Achat de crédit de communication



Paiement de factures CEET CANAL+



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère du Développement à la Base,
de l'Artisanat
et de la Jeunesse

**SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE**



LE MINISTÈRE CHARGÉ DE L'ARTISANAT ORGANISE

1^{ÈRE} ÉDITION

miato

**MARCHÉ INTERNATIONAL
DE L'ARTISANAT DU TOGO**

**25 03
OCT NOV
2019**

**ESPLANADE DU PALAIS,
DES CONGRÈS DE LOMÉ**



THÈME: ARTISANAT INNOVANT, FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

www.miato.tg

@miatoTG

